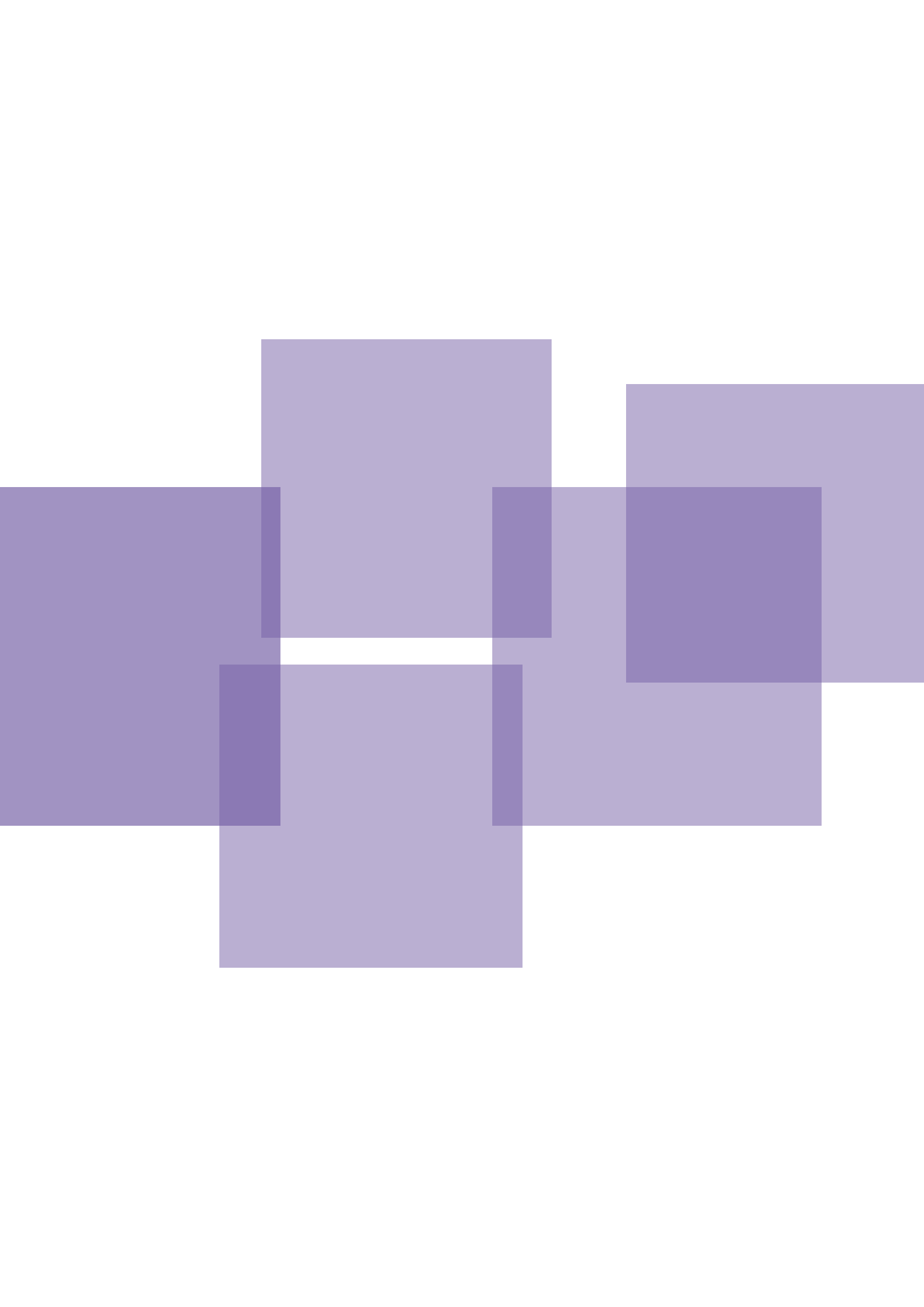




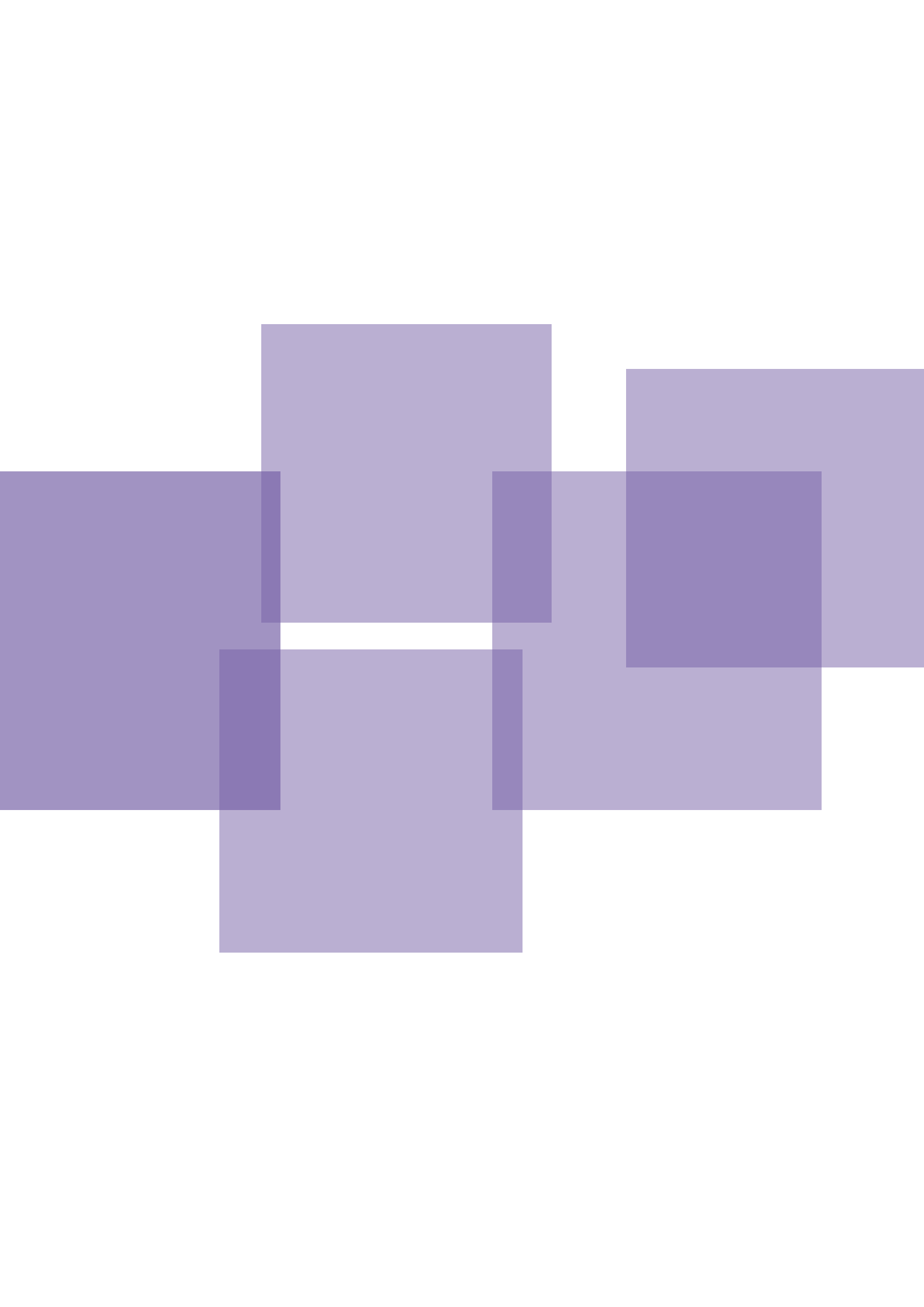
Rapport Financier Semestriel

Groupe Cegedim

2025



Sommaire



Attestation du responsable du rapport financier

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 10 octobre 2025.

Jean-Claude Labrune, Président-Directeur Général, Cegedim SA.

1

Cegedim : vue d'ensemble

1.1	Cegedim c'est...	9
1.2	Un acteur intégré de premier plan avec un écosystème unique dans le monde de la santé	10
1.3	Indicateurs financiers clés au 30 juin 2025	11
1.4	Nos divisions opérationnelles au premier semestre 2025	12
1.5	Organes de direction et de contrôle	14
1.6	Nos collaborateurs au 30 juin 2025	15
1.7	Marché des titres Cegedim	16
1.8	"Equity story" de Cegedim	17

2

Rapport semestriel d'activité

2.1	Faits marquants de l'exercice	20
2.2	Activité au cours du premier semestre 2025	21
2.3	Politique d'investissement	41
2.4	Transactions entre les parties liées	41
2.5	Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	41
2.6	Événements postérieurs au 30 juin 2025	42
2.7	Perspectives	43

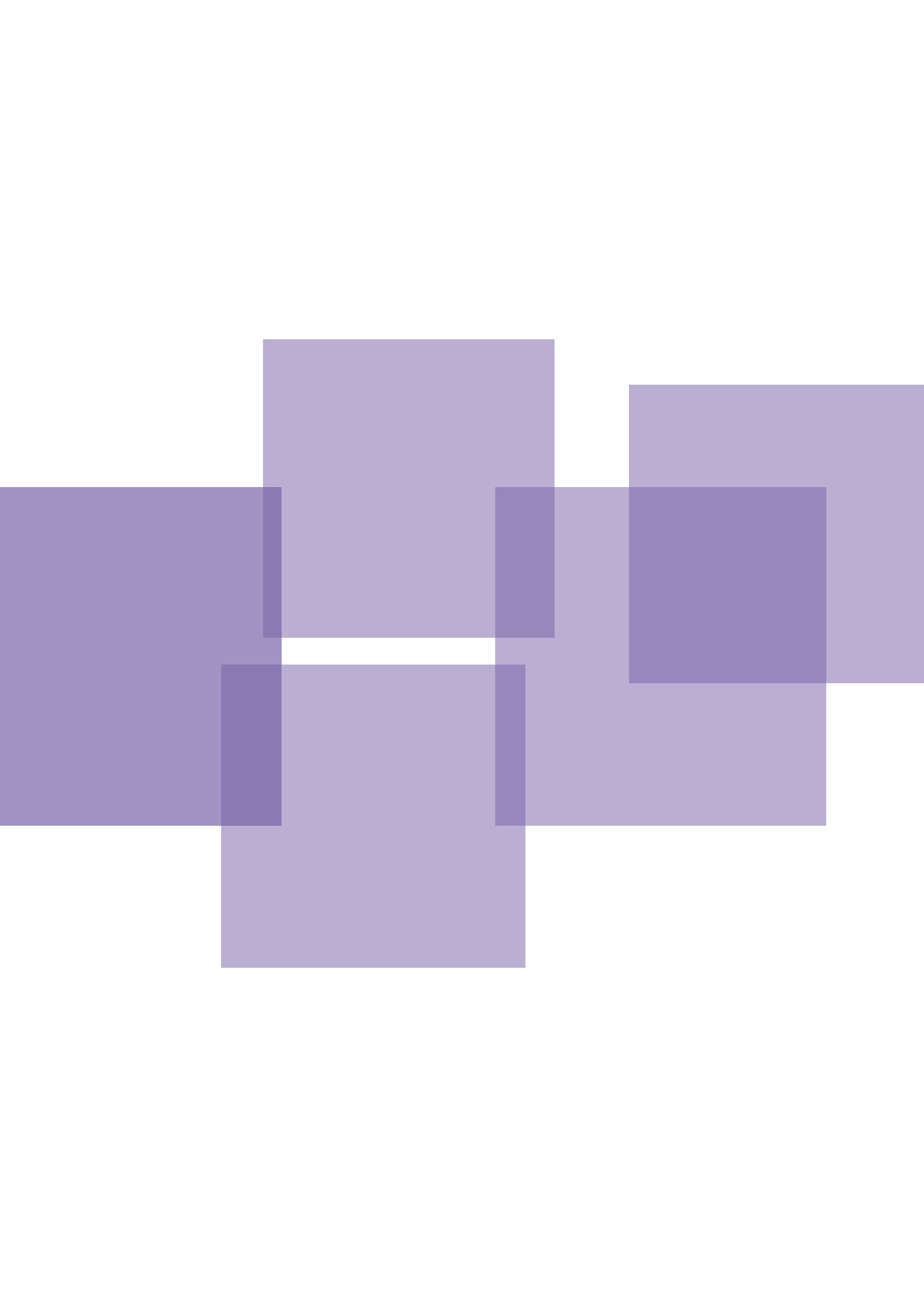
3

Comptes consolidés semestriels condensés

3.1	Bilan consolidé	46
3.2	Compte de résultat consolidé	48
3.3	Tableau des variations des capitaux propres consolidés	50
3.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés	51
3.5	Notes annexes aux états financiers consolidés	52

1

Cegedim : vue d'ensemble



1.1 | Cegedim c'est...

Fondée en 1969, Cegedim est une entreprise innovante de technologies et de services spécialisée dans la gestion des flux numériques de l'écosystème santé et BtoB, ainsi que dans la conception de logiciels métier destinés aux professionnels de santé et de l'assurance. Cegedim compte plus de 6 700 collaborateurs dans plus de 10 pays au 31 décembre 2024 et a réalisé un chiffre d'affaires de 654,5 millions d'euros en 2024.

Cegedim SA est cotée en bourse à Paris (EURONEXT GROWTH : ALCGM).

Une présence européenne forte



Nos métiers



1.2 | Un acteur intégré de premier plan avec un écosystème unique dans le monde de la santé



1.3 | Indicateurs financiers clés au 30 juin 2025

Chiffres clés consolidés du Groupe

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %
Compte de résultat simplifié			
Chiffre d'affaires	322,5	319,0	1,1 %
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	61,2	52,2	17,2 %
Dotation aux amortissements	42,7	41,9	- 2,0 %
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	18,5	10,3	79,0 %
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	5,7 %	3,2 %	
Éléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 9,0	- 2,6	- 243,6 %
Résultat opérationnel	9,5	7,7	22,4 %
Marge Résultat opérationnel	2,9 %	2,4 %	
Résultat financier	- 8,2	- 5,0	- 65,3 %
Total d'impôt	- 1,0	- 2,9	66,8 %
Résultat net consolidé	0,1	- 0,1	230,1 %
Résultat net part du groupe	1,2	0,6	- 87,5 %
Tableau de Flux simplifié			
Total dépenses d'investissement ⁽²⁾	- 36,2	- 76,6	- 52,7 %
Cash-flow libre opérationnel ⁽¹⁾	19,3	- 23,1	- 183,8 %
Bilan simplifié			
Endettement financier net ⁽¹⁾ hors dette des droits d'utilisation	181,9	213,9	- 15,0 %
Capitaux propres	282,0	296,2	- 4,8 %

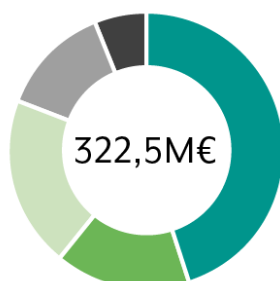
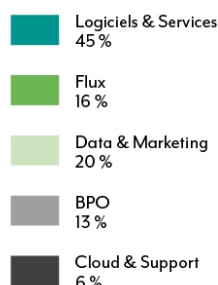
Données par action

En euros	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2023
Résultat courant par action ⁽¹⁾	0,1	0,0	- 0,6
Résultat par action	0,1	0,0	- 0,6

⁽¹⁾ Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

⁽²⁾ Hors acquisition / cession et activités cédées.

Chiffres d'affaires par division



Endettement financier net⁽¹⁾

en millions d'euros

	30/06/2025	31/12/2024	30/06/2024
Endettement financier net	181,9	184,5	213,9

⁽¹⁾ Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance. Hors Dettes des droits d'utilisation.

1.4 | Nos divisions opérationnelles au premier semestre 2025

Logiciels & Services

Licences, SaaS, services internet, maintenance, intégration, hébergement pour les professionnels de santé en France, Royaume-Uni, Roumanie, Espagne, Belgique et Italie, acteurs de l'assurance de personnes en France et au Royaume-Uni, et départements RH en France.



45 %

Chiffre d'affaires
Groupe du S1 2025

Voir section 2.2.1.1

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	Variation en M€
Chiffre d'affaires	144,4	152,1	- 5,1 %	- 7,7
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	1,9	- 1,4	233,6 %	3,3
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	1,3 %	- 0,9 %		
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 7,8	- 2,2	259,6 %	- 5,6
Résultat opérationnel	- 5,8	- 3,6	- 62,0 %	- 2,2
Marge Résultat opérationnel	- 4,0 %	- 2,4 %		

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires du premier semestre 2025 recule de 5,1 % en données publiées et de 1,5 % en données comparables du fait de la déconsolidation de INPS au Royaume-Uni depuis le 10 décembre 2024. Les *solutions RH* et l'activité *assurance santé-prévoyance* connaissant une activité soutenue alors que Cegedim Santé subit l'arrivée à son terme fin 2024 d'un contrat de fournitures de données, renégocié au cours du deuxième trimestre 2025 sur une base plus réduite et les activités de pharmacie souffrent des ventes anticipées de matériels liées à la première vague du Ségur de la Santé. Les activités internationales, hors déconsolidation d'INPS, reculent de 3,2 % du fait d'un ralentissement des activités au Royaume-Uni.

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ (ROA) a clôturé le premier semestre 2024 sur un gain de 1,9 million d'euros en hausse de 3,3 millions d'euros par rapport à la perte de 1,4 million d'euros un an plus tôt. Cegedim Santé affiche un EBITDA ajusté⁽¹⁾ stable grâce à une bonne maîtrise des coûts et en particulier des frais de personnel. En revanche, le résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ ressort en baisse de 1,6 million d'euros, correspondant à l'accroissement des dotations aux amortissements de la R&D sur la période. Le Groupe amortit en effet ses projets sur un rythme plus rapide que par le passé et a aligné, ce semestre, les plans d'amortissements de Visident sur ceux du Groupe. Le ROA des autres activités de la division en France progresse de 3,3 millions d'euros grâce la bonne performance des *solutions RH* et *assurance santé-prévoyance* qui compensent les activités pharmaciens. Le ROA des *activités internationales* s'améliore de 1,7 million d'euros du fait principalement de la déconsolidation de la filiale INPS.

Flux

Digitalisation des processus et des factures dans la santé et tout autre secteur en France, au Royaume-Uni et en Allemagne. Gestion du tiers payant en France



16 %

Chiffre d'affaires
Groupe du S1 2025

Voir section 2.2.1.2

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	Variation en M€
Chiffre d'affaires	53,4	49,5	7,8 %	3,9
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	5,7	5,9	- 2,9 %	- 0,2
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	10,7 %	11,8 %		
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,5	- 0,1	320,7 %	- 0,4
Résultat opérationnel	5,2	5,7	- 9,7 %	- 0,5
Marge Résultat opérationnel	9,7 %	11,6 %		

Le Chiffre d'affaires progresse de 7,8 %, grâce aux activités *e-business* à + 7,1 %, dont les deux segments *Factures & Achats* et *Flux de Santé* contribuent à cette croissance. Dans le même temps, le *Tiers payant* réalise une croissance de 8,8 %.

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ a légèrement reculé de 2,9 % pour s'établir à 5,7 millions d'euros au premier semestre 2025 en raison d'une augmentation des charges sur le segment *Factures et Achats* afin de préparer l'entrée en vigueur de la réforme de la dématérialisation des factures en France en 2026.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.


20 %

 Chiffre d'affaires
Groupe du S1 2025

Voir section 2.2.1.3

Data & Marketing

Base de données santé européenne et études utilisée par les autorités sanitaires, les gouvernements, les professionnels et industries de santé, en France, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Espagne, en Italie et en Allemagne. Marketing digital et print dans les pharmacies en France. Marketing digital pour les médecins français.

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	Variation en M€
Chiffre d'affaires	63,4	59,3	6,9 %	4,1
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	9,2	5,3	75,6 %	3,9
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	14,6 %	8,9 %		
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,2	- 0,1	191,1 %	- 0,1
Résultat opérationnel	9,1	5,2	74,3 %	3,9
Marge Résultat opérationnel	14,3 %	8,8 %		

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires progresse de 6,9 % grâce aux activités de Marketing (+ 10,8 %) et de données (+ 2,5 %).

Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ : La progression du ROA⁽¹⁾ de 3,9 millions d'euros provient de la Data et du Marketing qui renforce encore ses performances en s'appuyant sur son nouvel outil de production.


13 %

 Chiffre d'affaires
Groupe du S1 2025

Voir section 2.2.1.4

BPO

Externalisation de processus pour les acteurs de l'assurance de personnes en santé et prévoyance, et les départements RH en France, avec des centres nearshores en Roumanie et offshores au Maroc.

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	Variation en M€
Chiffre d'affaires	43,2	39,9	8,1 %	3,3
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	1,5	1,9	- 21,2 %	- 0,4
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	3,5 %	4,8 %		
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,1	- 0,2	- 63,3 %	0,1
Résultat opérationnel	1,5	1,8	- 17,1 %	- 0,3
Marge Résultat opérationnel	3,4 %	4,4 %		

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la division progresse de 8,1 % sur le semestre, aussi bien sur les activités d'Assurances Santé-Prévoyance que de Business Services.

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ connaît une contraction de 0,4 million d'euros en raison, notamment, du transfert d'un client de la solution BPO à la solution Logiciel en ressources humaines.


6 %

 Chiffre d'affaires
Groupe du S1 2025

Voir section 2.2.1.5

Cloud & Support

Prestations d'hébergement et infogérance « Cloud » souveraines et support informatique, R&D et services centralisés du Groupe.

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	Variation en M€
Chiffre d'affaires	18,2	18,1	0,3 %	0,1
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	0,1	- 1,3	105,3 %	1,4
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	0,4 %	- 7,0 %		
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,5	- 0,1	351,1 %	- 0,4
Résultat opérationnel	- 0,4	- 1,4	69,5 %	1
Marge Résultat opérationnel	- 2,3 %	- 7,6 %		

Chiffre d'affaires : La division Cloud & Support affiche une progression de 0,3 % au premier semestre marquée par le non-renouvellement d'un contrat important d'outsourcing au deuxième trimestre qui a pesé sur la croissance et occulte la dynamique toujours positive de la gamme élargie des offres adossées à son Cloud souverain.

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ repasse légèrement positif à 0,1 million d'euros contre une perte de 1,3 million d'euros en 2024 grâce à l'optimisation continue de la structure de coûts et notamment des frais de personnel.

1.5 | Organes de direction et de contrôle



À la date de publication du présent Rapport Financier Semestriel.

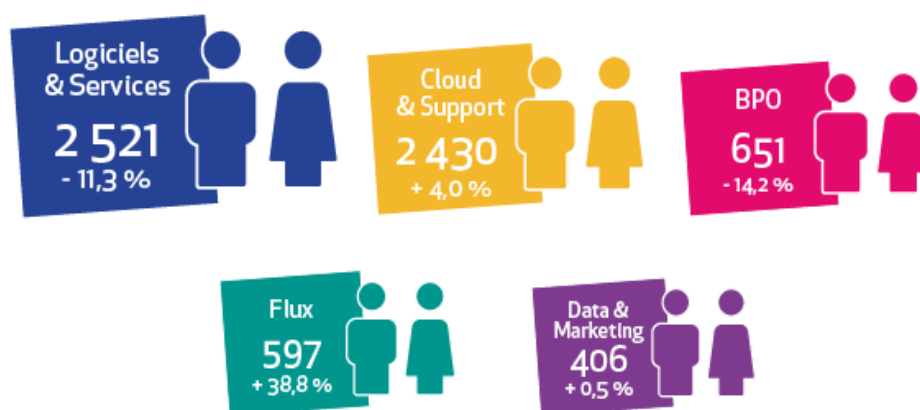
1.6 | Nos collaborateurs au 30 juin 2025

6 605 | - 2,4 %

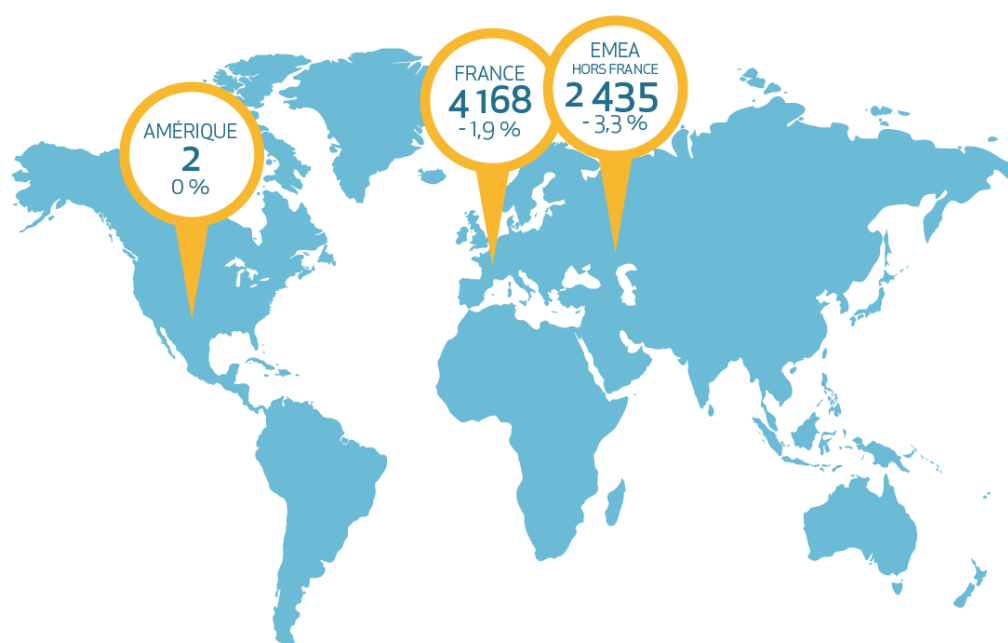
Collaborateurs

29,4 %

% Collaborateurs offshores



Collaborateurs par division



Collaborateurs par pays

% = Variation par rapport à juin 2024

1.7 | Marché des titres Cegedim

Indicateurs boursiers

L'action Cegedim

Cotée sur Euronext Growth Paris.

Code ISIN : FR0000053506

Ticker Reuters : ALCGM.PA

Ticker Bloomberg : ALCGM FP

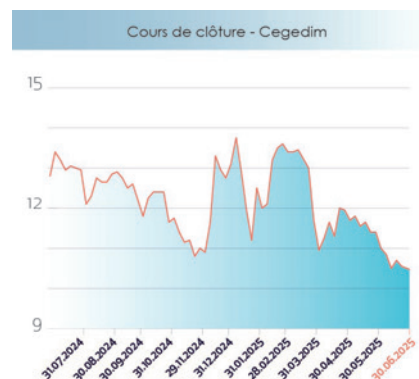
Le cours de Cegedim est consultable avec une mise à jour différée de quelques minutes sur le site [Cegedim.fr](https://www.cegedim.fr).

Performance boursière au 30 juin 2025

L'action Cegedim a baissé de 17,6 % au premier semestre 2025.

Le cours de clôture à fin juin 2025 était de 10,50 €.

Le 10 janvier, le cours a atteint son plus haut niveau à 13,75 € et son plus bas niveau le 26 juin 2025 à 10,45 €



Contact actionnaires

Damien BUFFET

Responsable de la communication financière

Tél. : + 33 (0)7 64 63 55 73

Email : damien.buffet@cegedim.com

Performance boursière sur les quatre dernières années

Janvier - Juin		2022	2023	2024	2025
Cours de clôture	€	21,8	21,4	12,8	10,50
Moyenne sur la période	€	24,21	18,53	15,31	12,03
Plus haut sur la période	€	28,9	22,2	18,8	13,75
Plus bas sur la période	€	20	15	11,3	10,45
Capitalisation boursière	M€	305,1	299,5	179,2	148
Nombre de titre émis	M	14,0	14,0	14,1	14,1

Relations avec la communauté financière

La politique de Cegedim en matière de communication financière est de délivrer rapidement aux investisseurs et au marché une information pertinente et opportune sur les performances de l'entreprise.

Un des éléments clés de la communication avec le marché est la publication des résultats, tel que les rapports annuels et semestriels.

À la suite de la publication des communiqués de presse financiers, Cegedim organise un webcast en anglais. Cegedim rencontre régulièrement les investisseurs institutionnels au travers de réunions et de roadshows en présentiel ou en virtuel.

Politique en matière de communication financière

Simplicité, transparence, clarté.

Agenda 2025

23 octobre après bourse : Chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre 2025

1.8 | "Equity story" de Cegedim



- Un business model solide
- L'innovation est notre devise
- Une culture entrepreneuriale
- Un actionnariat de référence de long terme



- De fortes positions de marché
- Une grande récurrence du chiffre d'affaires
- Une base de clients stable
- Un écosystème santé unique et intégré
- Une offre en mode SaaS



- Renforcement des synergies entre nos différentes offres
- Une discipline opérationnelle et financière



Accentuation de notre engagement en matière de protection de l'environnement, d'éthique et de responsabilité sociale



Nos marchés offrent de solides perspectives de croissance avec entre autres la digitalisation de l'économie



2

Rapport semestriel d'activité

2.1 | Faits marquants de l'exercice

À l'exception des faits indiqués ci-dessous, il n'y a eu, au cours du premier semestre 2025 et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

Validation par le SBTi de la trajectoire de décarbonation du Groupe

Les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Groupe Cegedim ont été officiellement validées le **12 juin 2025** par le SBTi (Science-Based Targets initiative). Cet organisme fait référence au niveau mondial en matière de vérification du bilan carbone et des plans d'action soutenant les trajectoires de décarbonation publiées par les entreprises, engagées dans des actions ambitieuses alignées avec l'Accord de Paris. Cegedim rejoint ainsi le cercle restreint des 8 000 sociétés ayant reçu cette validation. Cette étape majeure traduit l'engagement fort de ses dirigeants, et avec eux, de l'ensemble de l'organisation mise en place au sein des filiales, en faveur d'un développement durable des activités du Groupe.

Transformation de la facilité de crédit en Sustainability-linked Loan

Le Groupe a négocié avec l'ensemble des prêteurs de sa facilité de crédit, un avenant signé le **16 juin 2025**, introduisant des clauses de performance en rapport avec ses engagements ESG à horizon 2030, faisant de cette facilité un financement à impact durable (sustainability-linked loan). Le respect de la trajectoire annuelle de décarbonation validée par le SBTi sur les scopes 1&2 et sur le scope 3, ainsi que la progression de la mixité des organes de direction, permettra au Groupe de bénéficier d'allègements de marge sur ses taux d'intérêt pouvant atteindre 0,05 % sur les tranches bancaires et 0,10 % à 0,40 % sur les tranches non bancaires. A contrario, le non respect de ces engagements alourdirait d'autant les marges. La première application concernera les comptes 2026 sur la base des performances ESG 2025.

2.2 | Activité au cours du premier semestre 2025

Performance opérationnelle

322,5 M€ Chiffre d'affaires S1 2024 : 319 M€ S1 2023 : 301 M€	+ 1,1 % Croissance ⁽²⁾ Publiée + 2,8 % Croissance organique ⁽¹⁾	5,7 % marge ROA ⁽¹⁾ S1 2024 : 3,2 % S1 2023 : 3,6 %	250 bps Croissance ⁽²⁾
18,5 M€ Résultat Opérationnel Ajusté (ROA) ⁽¹⁾ S1 2024 : 10,3 M€ S1 2023 : 10,7 M€	+ 79,0 % Croissance ⁽²⁾	+ 0,1 € BPA S1 2024 : 0,0 € S1 2023 : - 0,6 €	- 230 % Croissance ⁽²⁾

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	322,5	319,0	1,1 %	301,0
Achats consommés	- 13,3	- 14,0	- 5,0 %	- 14,7
Charges externes	- 67,7	- 72,7	- 6,9 %	- 66,4
Frais de personnel	- 177,9	- 173,2	2,7 %	- 163,6
Autres produits et charges d'exploitation	- 2,3	- 6,8	- 65,8 %	- 7,5
EBITDA ajusté⁽¹⁾	61,2	52,2	17,2 %	48,8
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	19,0 %	16,4 %	-	16,2 %
Autres éléments impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 1,6	0,0		0,0
EBITDA courant ⁽¹⁾	59,6	52,2	14,2 %	48,8
Dotation aux amortissements	- 42,7	- 41,9	2,0 %	- 38,1
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	18,5	10,3	79,0 %	10,7
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	5,7 %	3,2 %	-	3,6 %
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	16,9	10,3	63,2 %	10,7
Autres produits et charges opérationnels non courants ⁽¹⁾	- 7,4	- 2,6	183,3 %	- 1,4
Résultat opérationnel	9,5	7,7	22,4 %	9,3
Marge Résultat opérationnel	2,9 %	2,4 %	-	3,1 %
Résultat financier	- 8,2	- 5,0	65,3 %	- 5,6
Total d'impôt	- 1,0	- 2,9	- 66,8 %	- 12,4
Résultat net consolidé	0,1	- 0,1	- 230,1 %	- 9,2
Résultat net consolidé part du Groupe	1,2	0,6	87,5 %	- 8,8
Résultat courant par action (en euros)	0,1	0,0		- 0,6
Résultat par action (en euros)	0,1	0,0		- 0,6

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Comparée à la même période de l'an passé.

2.2.1 | Commentaires sur le compte de résultat consolidé

Chiffre d'affaires 322,5 M€	+ 1,1 % Croissance ⁽²⁾ Publiée + 2,8 % Croissance organique ⁽¹⁾	En millions d'euros	30/06/2025
		Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2024	319,0
		Impact des cessions	- 7,4
		Impact des effets de change	0,2
		Chiffre d'affaires hors impact au 30/06/2024	311,8
		Impact des acquisitions	1,8
		Contribution des activités Logiciels & Services	- 2,2
		Contribution des activités Flux	3,8
		Contribution des activités Data & Marketing	4,0
		Contribution des activités BPO	3,2
		Contribution des activités Cloud & Support	0,1
		Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2025	322,5

Le **chiffre d'affaires** a progressé de 3,5 millions d'euros, soit 1,1 %, pour s'établir à 322,5 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 319,0 millions d'euros au premier semestre 2024.

L'effet périmètre contribue négativement à hauteur de 1,8 % et est lié à la déconsolidation d'INPS au Royaume-Uni, le 10 décembre 2024, suite à son placement volontaire en administration judiciaire, que ne compense pas l'intégration sur semestre plein de Visiodent qui avait été consolidé au 1^{er} mars 2024 dans les comptes de Cegedim.

L'effet devise contribue positivement à hauteur de 0,1 %, essentiellement lié à la livre sterling.

En données organiques⁽¹⁾, le chiffre d'affaires est en progression de 2,8 % sur la période.

Croissance ⁽²⁾ du chiffre d'affaires par division				
En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Var. Organique	Var. Publiée
Logiciels & Services	144,4	152,1	- 1,5 %	- 5,1 %
Flux	53,4	49,5	7,7 %	7,8 %
Data & Marketing	63,4	59,3	6,8 %	6,9 %
BPO	43,2	39,9	8,1 %	8,1 %
Cloud & Support	18,2	18,1	0,3 %	0,3 %
Cegedim	322,5	319	2,8 %	1,1 %

Les divisions Flux, Data & Marketing, BPO ainsi que Cloud & Support contribuent positivement à la croissance organique avec des croissances respectives de 7,7 %, 6,8 %, 8,1 % et 0,3 %. Seule la division Logiciels & Services affiche une décroissance de 1,5 %.

Répartition du chiffre d'affaires	Répartition par zone géographique	Répartition par devise
Répartition par division La répartition évolue de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- la division Logiciels & Services recule de 2,9 points à 44,8 % ;- la division Flux progresse de 0,3 point à 16,5 % ;- la division Data & Marketing progresse de 1,1 point à 19,7 %- La divisions BPO progresse de 1,6 point à 13,4 %,- la division des Cloud & Support recule de 0,1 point à 5,6 %.	La contribution de : <ul style="list-style-type: none">- la France progresse de 2,3 points à 92,3 % vs 90,0 % en juin 2024 ;- l'EMEA (hors France) recule de 2,3 points à 7,6 % ;- des Amériques reste stable à 0,1 %.	La répartition évolue peu par rapport à la même période il y a un an : <ul style="list-style-type: none">- l'euro progresse de 2,3 points à 94,5 % ;- la livre sterling recule de 2,6 points à 4,1 % ;- les autres devises progressent de 0,3 points à 1,4 %.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Comparée à la même période de l'an passé.

Achats
consommés
13,3 M€

% du chiffre d'affaires
4,1 % au S1 2025
4,4 % au S1 2024

Les **achats consommés** ont baissé de 0,7 million d'euros, soit 5,0 %, pour s'établir à 13,3 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 14,0 millions d'euros au premier semestre 2024. Ils représentaient 4,1 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2025 contre 4,4 % au premier semestre 2024. Cette évolution provient principalement d'une baisse des achats de marchandises en lien avec un équipement important des clients dans le cadre du Ségur.

Charges externes
67,7 M€

% du chiffre d'affaires
21,0 % au S1 2025
22,8 % au S1 2024

Les **charges externes** ont baissé de 5,0 millions d'euros, soit 6,9 %, pour s'établir à 67,7 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 72,7 millions d'euros au premier semestre 2024. Elles représentaient 21,0 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2025 contre 22,8 % au 30 juin 2024. Cette performance provient de la réduction du recours aux prestataires en choisissant d'internaliser les compétences, tout en maîtrisant les frais de personnel.

Frais de personnel
177,9 M€

% du chiffre d'affaires
55,2 % au S1 2025
54,3 % au S1 2024

Les **frais de personnel** ont progressé de 4,7 millions d'euros, soit 2,7 %, pour s'établir à 177,9 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 173,2 millions d'euros au premier semestre 2024. Cette progression résulte principalement de l'internalisation des compétences auparavant déléguées à des prestataires externes. Il est aussi à noter que hors production immobilisée ces frais sont stables, le Groupe ayant moins capitalisé de R&D au premier semestre 2025 que sur la même période en 2024.

Dotations aux
amortissements
42,7 M€



Les **dotations aux amortissements** ont progressé de 0,8 million d'euros, soit 2,0 % pour s'établir à 42,7 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 41,9 millions d'euros au premier semestre 2024. L'amortissement de la R&D progresse de 1,1 million d'euros soit 4,6 % pour s'établir à 23,8 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 22,7 millions d'euros au premier semestre 2024. Le Groupe amortit en effet ses projets sur un rythme plus rapide que par le passé et a aligné, ce semestre, les plans d'amortissements de Visiodent sur ceux du Groupe.

L'amortissement lié aux contrats de location (IFRS 16) baisse de 3,6 % à 8,4 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 8,7 millions au premier semestre 2024. Les autres amortissements sont stables à 10,5 millions d'euros au premier semestre 2025 tout comme au premier semestre 2024.

Résultat
opérationnel
9,5 M€

% du chiffre d'affaires
2,9 % au S1 2025
2,4 % au S1 2024

Le **résultat opérationnel** a progressé de 1,8 million d'euros, soit 22,4 %, pour s'établir à 9,5 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 7,7 millions d'euros au premier semestre 2024. Il représentait 2,9 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2025 contre 2,4 % au 30 juin 2024. Cette performance provient de la bonne maîtrise des coûts que l'augmentation des charges non courantes, liées en grande partie au Plan de Sauvegarde de l'Emploi des activités officinales en France, n'éclipsent pas.

Eléments spécifiques impactant l'exploitation⁽¹⁾ : - 9,0 M€

Ventilation par nature

Provisions et dépréciations	30/06/2025	30/06/2024
Provisions et dépréciations	+ 0,1	-
Frais de restructuration majeurs et inhabituels ⁽²⁾	- 7,5	- 0,9
Autres produits et charges non courants	-	- 0,1
Réorganisations à caractère spécifique ⁽²⁾	- 1,6	-1,6
Eléments spécifiques impactant l'exploitation⁽¹⁾	- 9,0	- 2,6

Ventilation par division

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024
Logiciels & Services	- 7,8	- 2,2
Flux	- 0,5	- 0,1
Data & Marketing	- 0,2	- 0,1
BPO	- 0,1	- 0,2
Cloud & Support	- 0,5	- 0,1
Eléments spécifiques impactant l'exploitation⁽¹⁾	- 9,0	- 2,6

Eléments spécifiques impactant l'exploitation⁽¹⁾ représentaient, au premier semestre 2025, une charge de 9,0 millions d'euros contre une charge de 2,6 millions d'euros au premier semestre 2024. La charge du premier semestre 2025 se compose essentiellement d'une provision de 6,0 millions d'euros, et des coûts associés pour 1,5 million d'euros, en lien avec le Plan de Sauvegarde de l'Emploi dans l'activité *pharmacie en France* et d'autres coûts de réorganisation intervenus par ailleurs.

Résultat
opérationnel
ajusté⁽¹⁾
18,5 M€

% du chiffre d'affaires
5,7 % au S1 2025
3,2 % au S1 2024

Résultat opérationnel ajusté par Division

Logiciels & Services	1,9 M€
Flux	5,7 M€
Data & Marketing	9,2 M€
BPO	1,5 M€
Cloud & Support	0,1 M€
Cegedim	18,5 M€

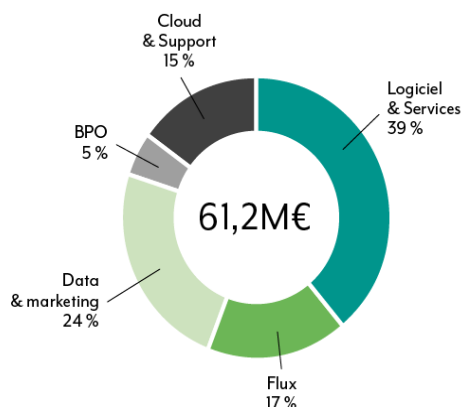
Le résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ : progresse de 8,2 millions d'euros pour s'établir à 18,5 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 10,3 millions d'euros au premier semestre 2024. Il représente 5,7 % du chiffre d'affaires en 2025 contre 3,2 % en 2024. Cette progression résulte à la fois de la bonne performance des activités de *marketing en pharmacie*, *ressources humaines*, *assurance* et *données* ainsi que de la déconsolidation d'*INPS*. Elle s'opère alors même que l'impact net de la R&D se réduit de 4,2 millions d'euros : le Groupe capitalise en effet 3,1 millions de moins ce semestre et amortit 1,1 million de plus, que sur le premier semestre 2024.

EBITDA ajusté⁽¹⁾
61,2 M€

% du chiffre d'affaires
19,0 % au S1 2025
16,4 % au S1 2024

L'EBITDA ajusté⁽¹⁾ a progressé de 9,0 millions d'euros, soit 17,2 %, pour s'établir à 61,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 52,2 millions au premier semestre 2024. Il représentait 19,0 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2025 contre 16,4 % au premier semestre 2024. Cette performance provient d'une bonne maîtrise des coûts, notamment des charges externes, tout en maîtrisant les frais de personnel. De plus, la sortie d'*INPS* du périmètre de consolidation contribue positivement à cette amélioration.

Répartition par division



Les divisions *Logiciels & Services*, *Flux*, *Data & Marketing*, *BPO* et *Cloud & Support* ont généré respectivement 39,0 % ; 17 % ; 24 % ; 5 % et 15 % de l'EBITDA ajusté⁽¹⁾ consolidé du Groupe du premier semestre 2025.

(Cf. l'examen de la situation financière par division).

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 7.2.

Résultat financier : - 8,2 M€

Le **résultat financier** a reculé de 3,3 millions d'euros pour s'établir en une perte de 8,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre une perte 5,0 millions d'euros au premier semestre 2024. Cette progression est liée à l'augmentation du montant de la dette ainsi que du loyer de celle-ci suite à la mise en place de sa nouvelle plateforme de financement le 31 juillet 2024.

Charge d'impôts : - 1,0 M€

La **charge d'impôts** s'établit à 1,0 million d'euros au premier semestre 2025 contre une charge de 2,9 millions d'euros au premier semestre 2024. Cette évolution favorable est notamment liée à la mise en place du régime IP Box. Ce régime permet de taxer à un taux réduit de 10 % les résultats imputables aux revenus de licences issus des logiciels développés en interne.

Résultat net consolidé : 0,1 M€

Le **résultat net consolidé** s'établit en un gain de 0,1 million d'euros au premier semestre 2025 contre une perte de 0,1 million au premier semestre 2024.

Résultat net consolidé part du Groupe : + 1,2 M€

Après prise en compte des intérêts minoritaires, le **résultat consolidé net part du Groupe** s'établit en un gain de 1,2 million d'euros au premier semestre 2025, contre un gain de 0,6 million d'euros au premier semestre 2024.

Résultat par action : 0,1 €

Le **résultat net par action** s'établit en un gain de 0,1 euro au premier semestre 2025 contre une perte de 0,05 euro au premier semestre 2024. Le **résultat par action courant**⁽¹⁾ s'établit en un gain de 0,15 euro au premier semestre 2025 contre un gain de 0,04 euro un an plus tôt.

(1) Voir chapitre 3 « Comptes semestriels consolidés résumés » point 3.6 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.1.1 |



Division Logiciels & Services

144,4 M€ Chiffre d'affaires S1 2024 : 152,1 M€ S1 2023 : 150,6 M€	- 5,1 % Croissance ⁽²⁾ Publiée - 1,5 % Croissance organique ⁽¹⁾	1,3 % Marge ROA ⁽¹⁾ S1 2024 : - 0,9 % S1 2023 : - 1,7 %	+ 229 bps Croissance ⁽²⁾
1,9 M€ Résultat Opérationnel Ajusté (ROA) ⁽¹⁾ S1 2024 : - 1,4 M€ S1 2023 : - 2,5 M€	+ 233,6 % Croissance ⁽²⁾	44,8 % % chiffre d'affaires Groupe	2 521 Effectifs

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	144,4	152,1	- 5,1 %	150,6
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	23,9	20,8	14,6 %	17,4
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	16,5 %	13,7 %	283 bps	11,5 %
Dotations aux amortissements	- 21,9	- 22,3	- 1,5 %	- 19,9
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	1,9	- 1,4	233,6 %	- 2,5
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	1,3 %	- 0,9 %	229 bps	- 1,7 %
Éléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 7,8	- 2,2	259,6 %	- 1,2
Résultat opérationnel	- 5,8	- 3,6	- 62,0 %	- 3,7
Marge Résultat opérationnel	- 4,0 %	- 2,4 %	- 168 bps	- 2,4 %

Répartition par zone géographique

Par zone géographique, la répartition évolue significativement du fait de la déconsolidation d'INPS :

- la France progresse de 4,6 points à 87,2 % ;
- l'EMEA (hors France) baisse de 4,6 points à 12,7 % ;
- les Amériques sont stables à 0,1 %.

Répartition par devise

Par devise, la répartition évolue aussi significativement du fait de la déconsolidation d'INPS :

- l'euro progresse de 5,1 points à 91,0 % ;
- la livre sterling recule de 5,3 points à 7,0 % ;
- les autres devises progressent de 0,2 point à 2,0 %.

Chiffre d'affaires 144,4 M€	- 5,1 % Croissance ⁽²⁾ publiée - 1,5 % Croissance organique ⁽¹⁾
---------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le chiffre d'affaires de la division **Logiciels & Services** a baissé de 7,7 millions d'euros, soit 5,1 %, pour s'établir à 144,4 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 152,1 millions d'euros au premier semestre 2024.

L'effet défavorable de périmètre de 3,7 % soit 5,7 millions d'euros est lié à la déconsolidation d'INPS au 10 décembre 2024. L'effet favorable de conversion de devises de 0,1 million d'euros, soit 0,1 %, provient essentiellement de la livre sterling. En France, la croissance a été portée par les activités RH et Assurance mais a pâti de la renégociation d'un contrat de fourniture de données et des activités pharmaciens. Au Royaume-Uni, ces dernières ont aussi connu un semestre difficile, tout comme l'activité d'Assurance. L'Espagne connaît une croissance solide.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Comparée à la même période de l'an passé.

Résultat
opérationnel
ajusté⁽¹⁾
1,9 M€

Marge⁽¹⁾
1,3 % au S1 2025
- 0,9 % au S1 2024

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ Cegedim Santé affiche un EBITDA quasi-stable sur la période grâce à une bonne maîtrise des coûts et en particulier des frais de personnel, et alors même que la capitalisation de R&D se réduit de 1 million d'euros. En revanche, le résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ ressort en baisse de 1,6 million d'euros, correspondant à l'accroissement des dotations aux amortissements de la R&D sur la période. Le Groupe amortit en effet ses projets sur un rythme plus rapide que par le passé et a aligné, ce semestre, les plans d'amortissements de *Visiodent* sur ceux du Groupe. Le ROA⁽¹⁾ des autres activités de la division en France progresse de 3,3 millions d'euros grâce à la bonne performance des *solutions RH* qui ont su maîtriser leurs charges dans un contexte de forte croissance ainsi que de *l'assurance santé-prévoyance* qui bénéficie de la dynamique de mise en production des projets de 2024. Ces métiers très dynamiques compensent les effets du léger ralentissement des activités *pharmaciens*. Le ROA⁽¹⁾ des *activités internationales* s'améliore de 1,7 million d'euros du fait principalement de la déconsolidation de la filiale *INPS* au Royaume-Uni depuis le 10 décembre 2024. Elle fait plus que compenser un recul conjoncturel au Royaume-Uni dans les activités d'assurance, du fait de l'arrêt d'un contrat, et dans les activités *pharmaciens*, le temps de rationaliser certains postes de coûts qui ne sont plus mutualisables avec *INPS*.

Dotations aux
amortissements
21,9 M€

Croissance
- 1,5 %

Les dotations aux amortissements ont baissé de 0,4 million d'euros, soit 1,5 % à 21,9 millions d'euros, au premier semestre 2025 contre 22,3 millions d'euros au premier semestre 2024. Cette baisse résulte principalement de l'amortissement des droits de locations et des autres amortissements alors que les amortissements de R&D augmentent de 0,2 million d'euros.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.1.2 |

↔

Division Flux

53,4 M€ Chiffre d'affaires S1 2024 : 49,5 M€ S1 2023 : 46,8 M€	+ 7,8 % Croissance ⁽²⁾ Publiée + 7,7 % Croissance organique ⁽¹⁾	10,7 % Marge ROA ⁽¹⁾ S1 2024 : 11,8 % S12023 : 11,1 %	- 117 bps Croissance ⁽²⁾
5,7 M€ Résultat Opérationnel Ajusté (ROA) ⁽¹⁾ S1 2024 : 5,9 M€ S1 2023 : 5,2 M€	- 2,9 % Croissance ⁽²⁾	16,6 % % chiffre d'affaires Groupe	597 Effectifs

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	53,4	49,5	7,8 %	46,8
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	10,5	10	4,3 %	9,1
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	19,6 %	20,3 %	- 66 bps	19,4 %
Dotations aux amortissements	- 4,8	- 4,2	14,4 %	- 3,9
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	5,7	5,9	- 2,9 %	5,2
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	10,7 %	11,8 %	- 117 bps	11,1 %
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,5	- 0,1	320,7 %	- 0,2
Résultat opérationnel	5,2	5,7	- 9,7 %	5
Marge Résultat opérationnel	9,7 %	11,6 %	- 188 bps	10,7 %

Répartition par zone géographique

Par zone géographique, la contribution de

- la France recule de 0,2 point à 91,7 % ;
- l'EMEA (hors France) progresse de 0,2 point à 8,3 %.

Répartition par devise

Par devise, la réparation évolue peu par rapport à la même période il y a un an :

- l'euro recule de 0,4 point à 94,2 % ;
- la livre sterling progresse de 0,4 point à 5,8 %.

Chiffre d'affaires 53,4 M€	+ 7,8 % Croissance ⁽²⁾ publiée + 7,7 % Croissance organique ⁽¹⁾
---------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le chiffre d'affaires de la division **Flux** a progressé de 3,9 millions d'euros, soit 7,8 %, pour s'établir à 53,4 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 49,5 millions d'euros au premier semestre 2024.

Il n'y a pas d'effet périmètre et un effet de conversion de devise de 0,1 million d'euros lié à la livre sterling.

L'activité de digitalisation des processus et d'échange de données dématérialisées enregistre une croissance de 7,1 % sur ses deux segments métiers : Factures & Achats (tant en France qu'au Royaume-Uni) et Flux de Santé (en particulier sur la sécurisation des approvisionnements pharmaceutiques des hôpitaux). L'activité de flux de *Tiers payant* connaît une croissance de 8,8 % au premier semestre, portée par la bonne dynamique de son offre de détection de fraude et d'investigation des affections de longue durée.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.
(2) Comparée à la même période de l'an passé.

Résultat
opérationnel
ajusté⁽¹⁾
5,7 M€

Marge⁽¹⁾
10,7 % au S1 2025
11,8 % au S1 2024

Dotations aux
amortissements
4,8 M€

Croissance
+ 14,4 %

Le **Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾** a baissé de 0,2 million d'euros, soit 2,9 % pour s'établir à 5,7 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 5,9 millions d'euros au premier semestre 2024. Il représentait 10,7 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2025 contre 11,8 % au 30 juin 2024. Ce léger repli est lié à une augmentation des charges sur le segment Factures et Achats afin de préparer l'entrée en vigueur de la réforme de la dématérialisation des factures en France en 2026.

Les **dotations aux amortissements** ont progressé de 0,6 million d'euros, soit 14,4 %, pour s'établir à 4,8 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 4,2 millions au premier semestre 2024.

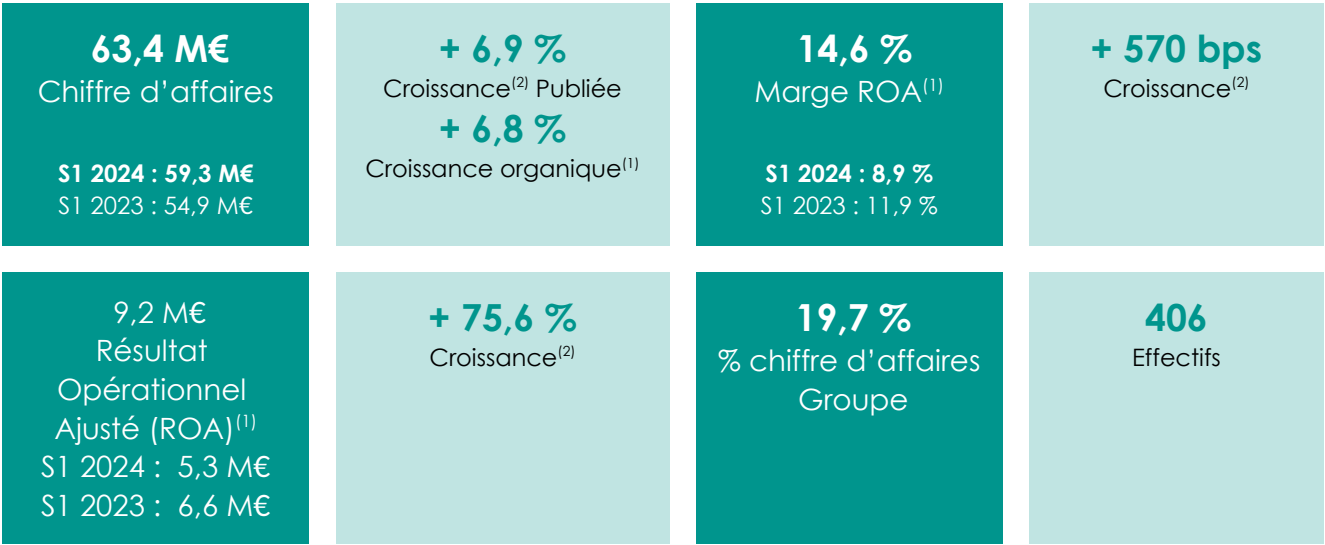
Cette progression provient de l'accroissement des amortissements R&D en conséquence des investissements réalisés ces dernières années et de la politique du Groupe d'amortir ses projets sur un rythme plus rapide que par le passé. Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.1.3 |



Division Data & Marketing



En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	63,4	59,3	6,9 %	54,9
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	14,8	10,2	44,5 %	10,4
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	23,3 %	17,2 %	606 bps	18,9 %
Dotations aux amortissements	- 5,5	- 5	11,6 %	- 3,8
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	9,2	5,3	75,6 %	6,6
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	14,6 %	8,9 %	570 bps	11,9 %
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,2	- 0,1	191,1 %	0,5
Résultat opérationnel	9,1	5,2	74,3 %	7,1
Marge Résultat opérationnel	14,3 %	8,8 %	553 bps	12,9 %

Répartition par zone géographique

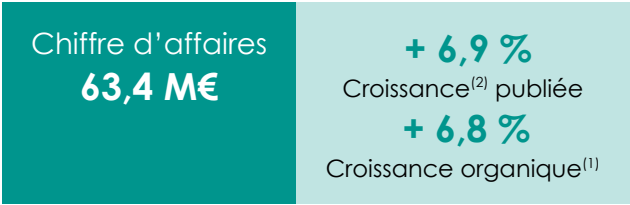
Par zone géographique, la contribution de

- la France recule de 0,2 point à 97,7 % ;
- alors que l'EMEA (hors France) progresse de 0,2 point à 2,3 %.

Répartition par devise

Par devise, la répartition évolue peu par rapport à la même période il y a un an :

- l'euro progresse de 0,2 point à 98,2 % ;
- alors que les autres devises reculent de 0,2 point à 1,8 %.



Le **chiffre d'affaires** de la division **Data & Marketing** a progressé de 4,1 millions d'euros, soit 6,9 %, pour s'établir à 63,4 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 59,3 millions d'euros au premier semestre 2024.

L'effet favorable de périmètre de 0,1 % est lié au lancement des activités GERS au Benelux. Il n'y a pas d'effet de conversion de devises.

L'activité *Data* a réalisé une croissance de son chiffre d'affaires de 2,5 % au premier semestre majoritairement en France. L'activité *Marketing* affiche un premier semestre en forte croissance à + 10,8 % résultat d'une belle dynamique commerciale, à la fois en conquête et auprès des clients existants.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.
(2) Comparée à la même période de l'an passé.

Résultat
opérationnel
ajusté⁽¹⁾
9,2 M€

Marge⁽¹⁾
14,6 % au S1 2025
8,9 % au S1 2024

Dotations aux
amortissements
5,5 M€

Croissance
+ 11,6 %

Le **Résultat opérationnel courant**⁽¹⁾ a grimpé de 3,9 millions d'euros, soit 75,6 % pour s'établir à 9,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 5,3 millions au premier semestre 2024. Il représentait 14,6 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2025 contre 8,9 % au premier semestre 2024. La hausse du ROA⁽¹⁾ s'explique par la *Data*, toujours solide, qui supporte le lancement des activités GERS au Benelux et le Marketing qui renforce encore ses performances en maîtrisant ses coûts et en s'appuyant sur son nouvel outil de production.

Les **dotations aux amortissements** ont progressé de 0,5 million d'euros, soit 11,6 % pour s'établir à 5,5 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 5,0 millions au premier semestre 2024.

Cet accroissement provient pour moitié des amortissements de l'IFRS 16 et pour moitié des amortissements corporels liés aux investissements de C-Media dans son parc digital.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.1.4 |



Division BPO

43,2 M€ Chiffre d'affaires S1 2024 : 39,9 M€ S1 2023 : 32,8 M€	+ 8,1 % Croissance ⁽²⁾ Publiée + 8,1 % Croissance organique ⁽¹⁾	3,5 % Marge ROA ⁽¹⁾ S1 2024 : 4,8 % S1 2023 : 4,3 %	- 130 bps Croissance ⁽²⁾
1,5 M€ Résultat Opérationnel Ajusté (ROA) ⁽¹⁾ S1 2024 : 1,9 M€ S1 2023 : 1,4 M€	- 21,2 % Croissance ⁽²⁾	13,4 % % chiffre d'affaires Groupe	651 Effectifs

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	43,2	39,9	8,1 %	32,8
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	2,9	3,2	- 9,2 %	2,6
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	6,7 %	8,0 %	- 128 bps	8,0 %
Dotations aux amortissements	- 1,4	- 1,3	8,8 %	- 1,2
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	1,5	1,9	- 21,2 %	1,4
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	3,5 %	4,8 %	- 130 bps	4,3 %
Eléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,1	- 0,2	- 63,3 %	0
Résultat opérationnel	1,5	1,8	- 17,1 %	1,4
Marge Résultat opérationnel	3,4 %	4,4 %	- 102 bps	4,3 %

Répartition par zone géographique

Par zone géographique, la réparation n'évolue pas par rapport à la même période. La France est stable à 100 %.

Répartition par devise

Par devise, la réparation n'évolue pas par rapport à la même période. L'euro représente 100 %.

Chiffre d'affaires 43,2 M€	+ 8,1 % Croissance ⁽²⁾ publiée + 8,1 % Croissance organique ⁽¹⁾
--------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le **chiffre d'affaires** de la division **BPO** a progressé de 3,3 millions d'euros, soit 8,1 %, pour s'établir à 43,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 39,9 millions d'euros au premier semestre 2024.

Il n'y a pas d'effet de périmètre ni de conversion de devises. Le BPO Assurances enregistre une croissance de 8,8 % au premier semestre, grâce au dynamisme de son offre de débordement répondant à une demande client forte. Le BPO Business Services (services RH et dématérialisation) affiche une croissance de 6,4 % sur le premier semestre, toujours portée par son offre de conformité qui conquiert de nouveaux clients.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Comparée à la même période de l'an passé.

Résultat
opérationnel
ajusté⁽¹⁾
1,5 M€

Marge⁽¹⁾
3,5 % au S1 2025
4,8 % au S1 2024

Le **Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾** a baissé de 0,4 million d'euros, pour s'établir à 1,5 million d'euros au premier semestre 2025 contre un profit de 1,9 million d'euros au premier semestre 2024. Cette contraction s'explique notamment par le transfert d'un client de la solution BPO à la solution Logiciel en ressources humaines.

Dotations aux
amortissements
1,4 M€

Croissance
+ 8,8 %

Les dotations aux amortissements sont quasi stables avec une progression de 0,1 million d'euros pour s'établir à 1,4 million d'euros au premier semestre 2025 contre 1,3 million au premier semestre 2024.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.1.5 |



Division Cloud & Support

18,2 M€ Chiffre d'affaires S1 2024 : 18,1 M€ S1 2023 : 15,8 M€	+ 0,3 % Croissance ⁽²⁾ Publiée + 0,3 % Croissance organique ⁽¹⁾	0,4 % Marge ROA ⁽¹⁾ S1 2024 : - 7,0 % S1 2023 : 0,3 %	+ 736 bps Croissance ⁽²⁾
0,1 M€ Résultat Opérationnel Ajusté (ROA) ⁽¹⁾ S1 2024 : - 1,3 M€ S1 2023 : 0,0 M€	+ 105,3 % Croissance ⁽²⁾	5,6 % % chiffre d'affaires Groupe	2 430 Effectifs

En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024	Variation %	30/06/2023
Chiffre d'affaires	18,2	18,1	0,3 %	15,8
EBITDA ajusté ⁽¹⁾	9,2	7,9	16,1 %	9,4
Marge EBITDA ajusté ⁽¹⁾	50,7 %	43,8 %	689 bps	59,4 %
Dotations aux amortissements	- 9,1	- 9,2	- 0,6 %	- 9,3
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾	0,1	- 1,3	105,3 %	0
Marge Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	0,4 %	- 7,0 %	736 bps	0,3 %
Éléments spécifiques impactant l'exploitation ⁽¹⁾	- 0,5	- 0,1	351,1 %	- 0,5
Résultat opérationnel	- 0,4	- 1,4	69,5 %	- 0,5
Marge Résultat opérationnel	- 2,3 %	- 7,6 %	528 bps	- 3,1 %

Répartition par zone géographique

Par zone géographique, la contribution de

- la France est de 97,2 %
- l'EMEA (hors France) est de 2,8 %.

Répartition par devise

Par devise, la contribution de :

- l'euro est de 97,2 %
- des autres devises est de 2,8 %.

Chiffre d'affaires 18,2 M€	+ 0,3 % Croissance ⁽²⁾ publiée + 0,3 % Croissance organique ⁽¹⁾
--------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ 0,1 M€	Marge ⁽¹⁾ 0,4 % au S1 2025 - 7,0 % au S1 2024
--------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------

Dotations aux amortissements 9,1 M€	Croissance - 0,6 %
--------------------------------------------------	------------------------------

Le chiffre d'affaires de la division **Cloud & Support** affiche une quasi-stabilité avec une progression de 0,3 % pour s'établir à 18,2 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 18,1 millions d'euros au premier semestre 2024

Le non-renouvellement d'un contrat important d'outsourcing au deuxième trimestre a pesé sur la croissance et occulte la dynamique toujours positive de la gamme élargie des offres adossées à son Cloud souverain.

Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ a progressé de 1,4 million d'euro et repasse légèrement positif à 0,1 million d'euros au premier semestre 2025 contre une perte de 1,3 million d'euros en 2024 grâce à l'optimisation continue de la structure de coûts et notamment des frais de personnel.

Les dotations aux amortissements sont quasi stable avec une baisse de 0,1 million d'euros pour s'établir à 9,1 million d'euros au premier semestre 2025 contre 9,2 million au premier semestre 2024.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

(2) Comparée à la même période de l'an passé.

2.2.2 | Structure financière au 30 juin 2025

En millions d'euros	Note	30/06/2025	31/12/2024	Variation %
Actif				
Ecart d'acquisition		235,2	235,7	- 0,2 %
Immobilisations incorporelles		190,8	191,4	- 0,3 %
Immobilisations corporelles	a	145,4	144,7	0,4 %
Immobilisations financières hors titres des sociétés mises en équivalence	b	23,6	20,0	18,2 %
Autres actifs non courants	c	52,5	32,0	64,4 %
Total actif non courant		647,5	623,8	3,8 %
Créances clients : part à moins d'un an		180,3	186,0	- 3,1 %
Trésorerie et équivalents		49,9	49,6	0,7 %
Autres actifs courants	d	106,7	127,5	- 16,3 %
Total actif courant		336,9	363,1	- 7,2 %
Total actif		984,4	986,9	- 0,3 %

Passif		30/06/2025	31/12/2024	Variation %
Dettes financières long terme	e	219,0	223,8	- 2,2 %
Autres passifs non courants	f	120,8	114,4	5,6 %
Total passif non courant		339,8	338,2	0,5 %
Dettes financières court terme	e	12,8	10,3	24,6 %
Autres passifs courants	d & g	349,8	355,9	- 1,7 %
Total passif courant		362,6	366,2	- 1,0 %
Total passif (hors capitaux propres)		702,4	704,4	- 0,3 %
Capitaux propres	h	282,0	282,5	- 0,2 %
Total passif		984,4	986,9	- 0,3 %

a) Incluant les droits d'utilisation pour 83,5 millions d'euros au 30 juin 2025 et 86,3 millions d'euros au 31 décembre 2024.

b) Hors titres des sociétés mises en équivalence.

c) Incluant des impôts différés pour 16,0 millions d'euros au 30 juin 2025 et 16,6 millions d'euros au 31 décembre 2024.

d) Incluant les sommes gérées pour le compte des mutuelles et assureurs dans le cadre des contrats de gestion déléguée conclus avec le Groupe pour un montant à l'actif de 55 millions d'euros au 30 juin 2025 et 51 millions d'euros au 31 décembre 2024 et au passif de 104 millions d'euros au 30 juin 2025 et 91 millions d'euros au 31 décembre 2024.

e) Les dettes financières long terme et court terme comprennent la participation d'un montant de 6,5 millions d'euros au 30 juin 2025 et 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2024.

f) Incluant la dette IFRS 16 pour 75,7 millions au 30 juin 2025 et 77,6 millions au 31 décembre 2024.

g) Incluant les « dettes fiscales et sociales » pour 118,3 millions d'euros au 30 juin 2025 et 128,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 à savoir la TVA, la participation en France, les provisions pour congés payés, les contributions à la sécurité sociale en France, les couvertures d'assurance en France et les bonus. Incluant également la dette IFRS 16 pour 13,8 millions au 30 juin 2025 et 14,1 millions au 31 décembre 2024.

h) Incluant les intérêts minoritaires pour 17,0 millions d'euros au 30 juin 2025 et 18,2 millions d'euros au 31 décembre 2024.

2.2.2.1 | Commentaires sur la structure financière au 30 juin 2025

Total bilan consolidé **984,4 M€**

Le **total bilan consolidé** s'élevait à 984,4 millions d'euros au 30 juin 2025, en légère baisse de 2,5 millions d'euros, soit 0,3 % par rapport au 31 décembre 2024.

Ecart d'acquisition **235,2 M€**

Les **écarts d'acquisition** représentaient 235,2 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 235,7 millions d'euros à fin décembre 2024. La diminution de 0,5 million d'euros résulte principalement de la variation des écarts de conversion, du rachat de minoritaires et d'un ajustement de l'écart d'acquisition de Visiodent (éditeur de logiciels pour les cabinets dentaires, dentistes libéraux et maisons de santé) dans le délai de douze mois. Les écarts d'acquisition représentaient 23,9 % du total du bilan au 30 juin 2025 tout comme au 31 décembre 2024.

Immobilisations incorporelles **190,8 M€**

Les **immobilisations incorporelles** ont baissé de 0,6 million d'euros en valeur nette soit 0,3 %, pour s'établir à 190,8 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 191,4 millions d'euros au 31 décembre 2024, reflétant principalement l'accroissement d'amortissements des autres immobilisations incorporelles sur la période. La part des immobilisations incorporelles dans le total bilan représentait 19,4 % au 30 juin 2025 comme au 31 décembre 2024.

Immobilisations corporelles **145,4 M€**

Les **immobilisations corporelles** ont progressé de 0,7 million d'euros, soit 0,4 %, pour s'établir à 145,4 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 144,7 millions d'euros au 31 décembre 2024, reflétant principalement les investissements de *cegedim.cloud* dans son nouveau datacenter en cours de construction. La part des immobilisations corporelles dans le total bilan représentait 14,8 % au 30 juin 2025 contre 14,7 % au 31 décembre 2024.

Créances clients **180,3 M€**

Les **créances clients** ont baissé de 5,7 millions d'euros, soit 3,1 %, pour s'établir à 180,3 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 186,0 millions d'euros au 31 décembre 2024. La totalité des créances clients est à moins d'un an. Leur part dans le total bilan représentait 18,3 % au 30 juin 2025 contre 18,8 % au 31 décembre 2024.

Capitaux propres **282,0 M€**

Les **capitaux propres** ont baissé de 0,5 million d'euros, soit 0,3 %, s'établissant à 282,0 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 282,5 millions d'euros au 31 décembre 2025. Cette évolution est principalement liée à la baisse des réserves de conversion Groupe, le résultat du Groupe neutralisant la baisse des intérêts minoritaires. Les intérêts minoritaires s'établissent à 17 millions d'euros au 30 juin 2025, en recul de 1,2 million d'euros soit 6,4 % par rapport au 31 décembre 2024 en raison d'une baisse des réserves et des résultats hors Groupe. Les capitaux propres représentaient 28,6 % du total bilan au 30 juin 2025 tout comme au 31 décembre 2024.

2.2.2.2 | Commentaires sur l'endettement financier net au 30 juin 2025

Endettement financier net ⁽¹⁾			
En millions d'euros	30/06/2025	31/12/2024	Variation %
Dettes financières long terme	219,0	223,8	- 2,2 %
Dettes financières court terme	12,8	10,3	+ 24,6 %
Dettes brutes	231,8	234,1	- 1,0 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49,9	49,6	+ 0,7 %
Endettement financier net hors dette IFRS 16⁽¹⁾	181,9	184,5	- 1,4 %
Dettes IFRS 16	89,5	91,8	- 2,4 %
Endettement financier net⁽¹⁾	271,4	276,3	- 1,8 %

Description des principaux financements de Cegedim au 30/06/2025

Au 30 juin 2025, les financements en place dont dispose le Groupe comprennent :

- un **crédit syndiqué de 177 millions d'euros** structuré de la manière suivante :
 - une tranche A de 27 millions d'euros à échéance 2029 amortissable à raison de 3 millions d'euros par semestre ;
 - une tranche B de 60 millions d'euros à échéance 2030 amortissable in fine ;
 - une tranche C de 90 millions d'euros à échéance 2031 amortissable in fine.
- une **facilité de crédit revolving (RCF) de 50 millions d'euros**, non tirée au closing, à échéance 2029.
- un **prêt d'actionnaire subordonné** (prêt FCB) pour **48,2 millions d'euros**.
- des **facilités de découvert** de 27,5 millions d'euros, non utilisées.

Au 30 juin 2025 le Groupe respectait l'ensemble de ses covenants.

Principaux financements de Cegedim par maturité au 30/06/2025

En millions d'euros	Utilisé	Total	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Crédit bancaire	177,0	177,0	9,0	18,0	150,0
Facilité de crédit revolving	-	50,0	-	50,0	-
Prêt FCB	48,2	48,2	-	48,2	-
Total	225,2	275,2	9,0	116,2	150,0

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

Total des dettes financières **231,8 M€**

Le total des dettes financières a baissé de 2,3 millions d'euros, soit 1,0 %, pour s'établir à 231,8 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 234,1 millions d'euros au 31 décembre 2024. Cette diminution inclut un premier remboursement de 3 millions d'euros sur la tranche A, amortissable, du crédit syndiqué.

- **La dette financière à long terme** affiche un recul de 4,8 millions d'euros, soit 2,2 %, s'établissant à 219,0 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 223,8 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les dettes à long terme comprennent la part à plus d'un an de la dette de participation des salariés pour un montant total de 4,9 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 5,5 millions d'euros au 31 décembre 2024.
- **La dette financière à court terme** a progressé de 2,5 millions d'euros, pour s'établir à 12,8 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 10,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les dettes à court terme comprennent la part à moins d'un an de la dette de participation des salariés pour un montant total de 1,6 million d'euros au 30 juin 2025 contre 1,9 million d'euros au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie **49,9 M€**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 49,9 millions d'euros au 30 juin 2024, en légère hausse de 0,3 million d'euros par rapport au 31 décembre 2024. Cette stabilité provient de ce que les flux générés par la bonne performance opérationnelle du Groupe ont permis de financer les flux d'investissement et de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentaient 5,1 % du total bilan au 30 juin 2025 contre 5,0 % au 31 décembre 2024.

Endettement financier net⁽¹⁾ **181,9 M€**

Le total des dettes financières nettes⁽¹⁾ s'élève à 181,9 millions d'euros, en baisse de 2,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2024. Elles représentaient 64,5 % des capitaux propres au 30 juin 2025 contre 65,3 % au 31 décembre 2024. Les dettes à long et court terme comprennent la dette de participation des salariés pour un montant total de 6,5 millions d'euros.

Dettes locatives **89,5 M€**

Les dettes locatives ont reculé de 2,3 millions d'euros, soit 2,4 % s'établissant à 89,5 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 91,8 millions d'euros au 31 décembre 2024. 75,7 millions d'euros sont classés en dette non courante et 13,8 millions d'euros en dette courante. Ainsi la dette nette totale du Groupe s'établit à 271,4 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 276,3 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Engagements hors bilan

Cegedim SA donne des garanties et des sûretés, en lien avec des obligations financières ou opérationnelles de ses filiales dans le cours normal des affaires. Voir note 16.2 du point 3.6 du chapitre 3. Dans le cadre du crédit syndiqué mis en place le 31 juillet 2024, Cegedim SA a nantis les titres de ses filiales Cegedim MEDIA, Cegedim Activ, GERS et partiellement de cegedim.cloud, et s'interdit de céder, sans l'autorisation des prêteurs, les titres détenus dans Cegedim Santé, Resip et Cetip.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.2.3 | Résumé du tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2025

Tableaux de flux		
En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	57,7	47,1
Impôt versé	1,3	- 11,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	- 2,4	- 13,2
Flux de trésorerie générés par l'activité	56,6	22,2
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 36,2	- 76,6
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	- 19,9	43,9
Variation de trésorerie hors effet devises	0,6	- 10,5
Incidence des variations de cours de devises	- 0,2	- 0,7
Variation de trésorerie	+ 0,3	- 11,2
Trésorerie nette d'ouverture	49,6	46,6
Trésorerie nette de clôture	49,9	35,4

(1) Un signe « + » indique un dégagement et un signe « - » indique un besoin.

Cash-flow libre opérationnel ⁽¹⁾		
En millions d'euros	30/06/2025	30/06/2024
Flux de trésorerie générés par l'activité	56,6	22,2
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 25,2	- 29,9
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 12,5	- 15,9
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,3	0,6
Cash-flow libre opérationnel	19,3	- 23,1

2.2.3.1 | Commentaires sur le tableau de flux au 30 juin 2025

Flux de trésorerie générés par l'activité **56,6 M€**

La **génération de trésorerie provenant des activités d'exploitation** s'est améliorée de 34,4 millions d'euros, pour s'établir en une génération de 56,6 millions d'euros au 30 juin 2025 contre une génération de 22,2 millions d'euros au 30 juin 2024. Cette progression provient principalement de la bonne performance opérationnelle du Groupe qui se retrouve dans l'amélioration de la capacité d'autofinancement à laquelle s'ajoutent un remboursement d'acomptes d'impôt lié à la mise en place du régime IP Box et une amélioration de la variation de BFR.

Variation de BFR - **2,4 M€**

La **variation du besoin en fonds de roulement** s'améliore de 10,8 millions d'euros pour s'établir en un besoin de 2,4 millions d'euros au 30 juin 2025 contre un besoin de 13,2 millions d'euros au 30 juin 2024.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement - **36,2 M€**

Le **décaissement de trésorerie lié aux activités d'investissement** a baissé de 40,4 millions d'euros, pour s'établir en un décaissement de 36,2 millions d'euros au 30 juin 2025 contre un décaissement de 76,6 millions d'euros au 30 juin 2024. Hors variation de périmètre, le Groupe avait notamment acquis Visident en 2024, ce décaissement se réduit de 5,4 millions d'euros principalement en raison de la baisse de la capitalisation de R&D et des investissements corporels.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement - **19,9 M€**

Le **besoin de trésorerie lié aux activités de financement** a baissé de 63,8 millions d'euros pour s'établir en un décaissement de 19,9 millions d'euros au 30 juin 2025 contre un dégagement de 43,4 millions d'euros au 30 juin 2024. En 2024 le Groupe avait tiré 55 millions d'euros sur le RCF pour notamment financer l'acquisition de Visident. Retraité de ce financement, le besoin de trésorerie lié aux activités de financement s'accroît de 8,7 millions d'euros entre les premiers semestres 2024 et 2025 en raison du remboursement de 3,0 millions d'euros de la tranche A du crédit bancaire ainsi que du paiement des intérêts.

Variation de trésorerie + **0,3 M€**

Les **variations de trésorerie** issues des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement se traduisent par une variation positive de la trésorerie de 0,3 million d'euros au 30 juin 2025 incluant 0,2 million d'euros d'incidence négative des variations de cours des devises.

Cash-flow libre opérationnel⁽¹⁾ **19,3 M€**

Le **cash-flow libre opérationnel⁽¹⁾** s'établit en un dégagement de 19,3 millions d'euros au 30 juin 2025 contre un besoin de 23,1 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une amélioration de 42,4 millions d'euros, conséquence des évolutions de l'ensemble des éléments explicités ci-dessus.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

2.3 | Politique d'investissement

Politique d'investissement

La politique d'investissement de Cegedim a pour objectif de soutenir et d'amplifier le potentiel de croissance du Groupe sur ses marchés et s'articule autour :

- des investissements financiers (acquisitions ou cessions d'actifs) ;
- des investissements opérationnels (croissance organique).

2.3.1 | Investissements financiers

Description des acquisitions réalisées au premier semestre 2025

Le Groupe n'a pas effectué d'investissements au premier semestre 2025.

2.3.2 | Investissements opérationnels

Dépenses d'investissement hors acquisition / cession **37,6 M€**

Les dépenses d'investissement hors opérations d'acquisitions et de cessions, sont en baisse par rapport aux années précédentes. Historiquement, il s'agit principalement des coûts de R&D capitalisés et des investissements de maintenance. Les coûts de R&D capitalisés viennent en moins des frais de personnel et des charges externes. Le reste des dépenses de R&D est enregistré en charges au titre de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Environ la moitié des dépenses de R&D est immobilisée conformément à la norme IAS 38.

Il n'existe pas d'engagements de dépenses d'investissement. La flexibilité est maintenue afin d'ajuster, de temps à autre, le niveau des dépenses d'investissement en fonction des besoins de l'activité de Cegedim.

Au 30 juin 2025, **les dépenses d'investissement** ont baissé de 8,2 millions d'euros, soit 7,9 %, pour s'établir à 37,6 millions d'euros contre 45,8 millions d'euros au 30 juin 2024. Ces dépenses d'investissement se répartissent en 25,2 millions d'euros de R&D immobilisée au 30 juin 2025 contre 29,9 millions d'euros au 30 juin 2024 et 12,5 millions d'euros d'investissement de maintenance au 30 juin 2025 contre 15,9 millions d'euros au 30 juin 2024.

2.4 | Transactions entre les parties liées

Transactions entre parties liées

Une description des transactions avec les parties liées est disponible au chapitre 4, point 4.6, note 19 page 154 et au chapitre 9 point 9.2.5 page 348 du Document d'Enregistrement Universel 2024 de Cegedim déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 7 avril 2025 sous le numéro D.25-0233.

Au cours des six premiers mois de 2025, Cegedim n'a identifié aucune autre transaction significative avec les parties liées.

2.5 | Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Cegedim pourrait être confronté au second semestre 2025 sont ceux exposés dans le chapitre 7 « Gestion des risques » du Document d'Enregistrement Universel 2024.

2.6 | Événements postérieurs au 30 juin 2025

Plan de sauvegarde de l'emploi pour l'activité officinale

Le Groupe a décidé de mettre en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi qui entraînera la suppression d'une centaine de postes dans son activité de logiciels de gestion des officines de pharmacie en France. En repensant son organisation et en la dimensionnant en cohérence avec l'évolution du marché et les besoins de son parc installé, la société ambitionne de retrouver des niveaux de performance garantissant une solidité souhaitable pour son personnel et les meilleures innovations pour ses clients.

Le Groupe a reçu, **postérieurement à la clôture**, l'homologation par la DRIEETS (Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) de l'accord collectif majoritaire négocié au cours du second trimestre 2025 avec les instances représentatives du personnel, et en a provisionné l'impact estimé dans ses comptes semestriels 2025 (cf. autres produits en charges non courants ci-dessus).

Transfert de cotation des titres du Groupe sur le marché Euronext Growth

Le transfert de la cotation des actions CEGEDIM SA du marché réglementé Euronext Paris (compartiment B) vers Euronext Growth Paris a eu lieu le **4 septembre 2025** suite à l'approbation de la demande d'admission sur le marché Euronext Growth Paris par le Comité des admissions d'Euronext le 29 août 2025. Les motifs et conséquences de ce transfert sont décrits dans le communiqué du 13 juin 2025.

Cession du fonds de commerce d'INPS

Le fonds de commerce d'INPS a été cédé **en août 2025** à l'entreprise OneAdvanced, fournisseur de services informatiques au Royaume-Uni par décision de l'administrateur judiciaire chargé de la conduite des affaires depuis le 10 décembre 2024. Suite à cette première étape, les opérations de liquidation de la filiale vont pouvoir débuter. Ces événements ne porteront leurs effets sur les comptes du Groupe qu'à l'issue de la radiation définitive d'INPS, qui devrait intervenir dans le courant du premier semestre 2026 et pourraient, le cas échéant, se solder par un boni de liquidation pour le Groupe.

2.7 | Perspectives

Perspectives 2024 publiées le 30 janvier 2025

La croissance organique⁽¹⁾ du chiffre d'affaires 2024 s'établit légèrement en deça du bas de la fourchette annoncée de 5 % à 8 % par rapport à 2023. Le seuil des 5 % aurait été atteint si l'activité d'INPS n'avait pas été recentrée sur l'Ecosse puis stoppée en cours d'année. Cette situation ne devrait pas remettre en cause la tendance attendue pour le résultat opérationnel courant qui devrait continuer à progresser.

Perspectives 2025 publiées le 27 mars 2025

Sur la base des données actuellement disponibles, le Groupe anticipe une croissance organique⁽¹⁾ de son chiffre d'affaires 2025 dans une fourchette approximative de 2 % à 4 % par rapport à 2024. Le Résultat opérationnel courant⁽¹⁾ devrait continuer à progresser en poursuivant les tendances observées sur 2024.

Perspectives 2025 publiées le 24 avril 2025

Sur la base des données actuellement disponibles, le Groupe anticipe une croissance organique⁽¹⁾ de son chiffre d'affaires 2025 dans une fourchette approximative de 2 % à 4 % par rapport à 2024. Le Résultat opérationnel courant⁽¹⁾ devrait continuer à progresser en poursuivant les tendances observées sur 2024.

Perspectives 2025 publiées le 24 juillet 2025

Sur la base des données actuellement disponibles, le Groupe anticipe une croissance organique⁽¹⁾ de son chiffre d'affaires 2025 dans une fourchette approximative de 2 % à 4 % par rapport à 2024. Le Résultat opérationnel courant⁽¹⁾ devrait continuer à progresser en poursuivant les tendances observées sur 2024.

Perspectives 2025 publiées le 25 septembre 2025

Sur la base des données actuellement disponibles, le Groupe anticipe une croissance organique⁽¹⁾ de son chiffre d'affaires 2025 dans une fourchette approximative de 2 % à 4 % par rapport à 2024. Le Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ devrait continuer à progresser significativement.

Mise en garde

Les données figurant ci-dessus comprennent des indications sur les objectifs de performances financières à venir de Cegedim. Ces informations, de nature prospective, se fondent sur les opinions et hypothèses des dirigeants du Groupe à la date du présent document et impliquent des risques et incertitudes. Pour plus d'informations sur les risques affectant Cegedim, le lecteur est prié de se reporter au Chapitre 7 « Gestion des risques », point 7.2 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'AMF le 7 avril 2025 sous le numéro D.25-0233.

(1) Voir chapitre 3 "Comptes semestriels consolidés résumés" point 3.5 Note 2 sur les indicateurs alternatifs de performance.

3

Comptes consolidés semestriels condensés

3.1 | Bilan consolidé

Bilan Actif

(non audité)

En milliers d'euros	Note	30.06.2025 Net	31.12.2024 Net
Ecart d'acquisition	10.1	235 188	235 748
Frais de développement		28 045	857
Autres immobilisations incorporelles		162 719	190 555
Immobilisations incorporelles		190 764	191 412
Terrains		594	594
Constructions		1 356	1 451
Autres immobilisations corporelles		50 108	51 539
Droit d'utilisation		83 472	86 273
Immobilisations en cours		9 841	4 877
Immobilisations corporelles		145 371	144 733
Titres de participation		0	0
Prêts		14 556	14 156
Autres immobilisations financières		9 064	5 820
Immobilisations financières hors titres des sociétés mises en équivalence		23 620	19 976
Titres mis en équivalence	9.1	13 166	15 353
Impôts différés - actif	15.2	16 014	16 597
Créances clients non courantes		-	-
Autres créances non courantes		-	-
Créances d'impôts non courantes ⁽¹⁾		23 362	-
Instruments financiers non courants		-	-
Charges constatées d'avance non courantes		-	-
Actif non courant		647 484	623 819
Marchandises		5 797	6 741
Avances et acomptes sur commandes		1 310	1 296
Créances clients courantes	7.4	180 315	186 003
Autres créances courantes	7.5	69 951	66 945
Créances d'impôts courantes ⁽¹⁾		4 158	29 152
Instruments financiers courants		-	-
Charges constatées d'avance courantes		25 438	23 357
Equivalents de trésorerie		-	-
Trésorerie	11.2	49 924	49 577
Actif courant		336 892	363 071
TOTAL Actif		984 377	986 890

⁽¹⁾ Les 23 millions d'euros versés par la Société dans le cadre du contentieux fiscal exposé en note 18.3 ont été reclassés au sein des postes "non courants" du bilan, en raison du caractère long de cette créance.

Bilan Passif et capitaux propres

(non audité)

En milliers d'euros	Note	30.06.2025	31.12.2024 retraité IFRS 3
Capital		13 432	13 432
Réserves groupe		254 190	268 728
Réserves de conversion groupe		-3 788	-3 105
Résultat groupe		1 182	-14 707
Capitaux propres part du groupe		265 015	264 348
Intérêts minoritaires		16 990	18 156
Capitaux propres		282 005	282 503
Dettes financières non courantes	11.1	218 951	223 777
Dettes de location non courantes	11.4	75 674	77 639
Instruments financiers non courants		814	-
Impôts différés - passif	15.2	1 576	1 654
Engagements de retraite		34 719	33 024
Provisions non courantes		8 024	2 073
Autres passifs non courants		-	-
Ecart d'acquisition négatifs		-	-
Passif non courant		339 758	338 167
Dettes financières courantes	11.1	12 849	10 315
Dettes de location courantes	11.4	13 836	14 118
Instruments financiers courants		7	-
Dettes fournisseurs		56 372	71 784
Dettes d'impôt courants		384	279
Dettes fiscales et sociales		118 310	128 289
Provisions courantes		1 780	1 502
Autres passifs courants	7.6	159 076	139 932
Passif courant		362 614	366 220
TOTAL Passif		984 377	986 890

3.2 | Compte de résultat consolidé

(non audité)

En milliers euros	Note	30.06.2025	30.06.2024
Chiffre d'affaires		322 497	318 995
Achats consommés		- 13 341	- 14 045
Charges externes		- 67 695	- 72 687
Impôts et taxes		- 4 328	- 3 961
Frais de personnel	8.1	- 177 929	- 173 240
Perte de valeur sur créances clients et autres débiteurs et sur actifs de contrats		710	- 872
Dotations & reprises aux provisions		- 1 687	- 2 440
Autres produits et charges d'exploitation		505	- 690
Résultat net des sociétés mises en équivalence inclus dans le Résultat Opérationnel		891	1 146
EBITDA courant		59 625	52 207
Dotations aux amortissements autres que les droits d'utilisation		- 34 342	- 33 140
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		- 8 420	- 8 733
Résultat opérationnel courant		16 863	10 334
Dépréciation écarts d'acquisition		143	-
Produits et charges non récurrents		- 7 556	- 2 616
Autres produits et charges opérationnels non courants	7.2	- 7 413	- 2 616
Résultat opérationnel		9 450	7 718
Produits de trésorerie & d'équivalents de trésorerie		1 163	326
Coût de l'endettement financier brut		- 10 078	- 7 121
Autres produits et charges financiers		680	1 813
Résultat financier	11.6	- 8 234	- 4 983
Impôts sur les bénéfices		- 198	- 1 226
Impôts différés sur les bénéfices		- 757	- 1 652
Total d'impôts	15.1	- 956	- 2 878
Résultat net lié aux entités mises en équivalence		- 143	53
Résultat net consolidé		117	- 90
Part du groupe	A	1 182	630
Participations ne donnant pas le contrôle		- 1 065	- 721
Nombre moyen d'actions hors autocontrôle	B	13 741 571	13 695 317
Résultat courant par action (en euros)		0,15	0,04
Résultat par action (en euros)	A/B	0,1	0,0
Résultat dilué par action (en euros)		0,1	0,0

Conformément au Nouveau Plan Comptable Général entré en vigueur au 1^{er} janvier 2025, la Société ne comptabilise qu'une liste limitative de transactions spécifiques en produits et charges exceptionnels dans ses comptes sociaux.

Elle adopte désormais la même position dans ses comptes consolidés, en laissant certains éléments spécifiques de l'exercice dans les postes concernés du résultat opérationnel courant.

Jusqu'en 2024, ces éléments spécifiques étaient reportés au sein des « autres produits et charges opérationnels non courants ». **Les indicateurs « ajustés » de 2025 sont donc comparables aux indicateurs « courants » de 2024, et permettent de conserver la présentation historiquement utilisée pour la communication financière du Groupe :**

En milliers euros		30.06.2025
Résultat opérationnel	A	9 450
Autres éléments impactant l'exploitation		- 1 577
Dépréciation écarts d'acquisition		143
Produits et charges non récurrents		- 7 556
Éléments spécifiques impactant l'exploitation	B	- 8 989
Résultat opérationnel ajusté des éléments spécifiques	C=A-B	18 439
Dotations aux amortissements autres que les droits d'utilisation	D	- 34 342
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	E	- 8 420
EBITDA ajusté	F=C-D-E	61 201

Etat du résultat global consolidé

(non audité)

En milliers d'euros	Note	30.06.2025	30.06.2024
Résultat net consolidé		117	- 90
Ecart de conversion		- 683	427
Couverture instruments financiers			
Gains et pertes latents bruts		- 814	-
Effets d'impôts		210	-
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		- 1 287	427
Ecart actuariel sur engagements de retraite			
Gains et pertes bruts			
Effets d'impôts			
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		0	0
Résultat global total		- 1 170	337
Participations ne donnant pas le contrôle		- 1 065	- 721
Part du Groupe		- 105	1 057

3.3 | Tableau des variations des capitaux propres consolidés

(non audité)

En milliers d'euros	Capital	Réserves et résultats consolidés	Ecart de conversion	Total part Groupe	Minoritaires	Total
Solde au 01.01.2024	13 337	275 114	- 12 276	276 175	18 381	294 556
Résultat de la période		- 14 707		- 14 707	- 426	- 15 134
Couverture instruments financiers				0		0
Ecart de conversion			1 119	1 119		1 119
Ecart actuariel afférent aux prov. pour retraites		139		139	33	172
Résultat global de la période		- 14 568	1 119	- 13 449	- 394	- 13 843
Opérations sur titres		- 120		- 120	- 3	- 123
Distribution de dividendes ⁽¹⁾			- 0	- 0	- 105	- 105
Actions propres		934		934		934
Total des transactions avec les actionnaires		814	- 0	814	- 107	706
Augmentation de capital en numéraire	95	890		985		985
Autres variations		- 177		- 177	177	- 0
Sortie de périmètre		- 8 052	8 052	0		0
Variations de périmètre				0	99	99
Solde au 31.12.2024	13 432	254 021	- 3 105	264 348	18 156	282 503
Résultat de la période		1 182		1 182	- 1 065	117
Couverture instruments financiers		- 604		- 604		- 604
Ecart de conversion			- 683	- 683		- 683
Ecart actuariel afférent aux prov. pour retraites				0		0
Résultat global de la période		578	- 683	- 105	- 1 065	- 1 170
Opérations sur titres		- 438		- 438	- 13	- 451
Distribution de dividendes ⁽¹⁾				0	- 67	- 67
Actions propres		1 212		1 212		1 212
Total des transactions avec les actionnaires		774	0	774	- 80	694
Augmentation de capital				0		0
Autres variations		- 1		- 1		- 1
Variations de périmètre				0	- 21	- 21
Solde au 30.06.2025	13 432	255 372	- 3 788	265 015	16 990	282 005

⁽¹⁾ Le montant total des dividendes est distribué au titre d'action ordinaire. Il n'existe pas d'autres catégories d'actions. Il n'y a pas eu d'émission, de rachat ou de remboursement de titres de capitaux sur les années 2024 et 2025 hormis les actions achetées dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites.

3.4 | Tableau des flux de trésorerie consolidés

(non audité)

En milliers d'euros	Note	30.06.2025	30.06.2024
Résultat net total consolidé		117	- 90
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9	- 748	- 1 199
Dotations aux amortissements et provisions		49 113	40 531
Plus ou moins-values de cession		- 19	- 52
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		48 462	39 190
Résultat financier	11.6	8 234	4 983
Charges d'impôt	15.1	956	2 878
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		57 652	47 051
Impôts payés		1 343	- 11 634
Incidence de la variation du BFR	13a	- 2 381	- 13 206
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en fonds de roulement	A	56 614	22 211
Acquisition d'immos incorp. (net de la var. des dettes)		- 25 182	- 29 879
Acquisition d'immos corp. (net de la var. des dettes)		- 12 459	- 15 935
Acquisition d'actifs financiers		0	0
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		340	553
Cession d'actifs financiers		1 212	934
Variation des dépôts reçus ou versés		383	- 860
Incidence des variations de périmètre		- 475	- 35 454
Dividendes reçus		0	4 073
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	B	- 36 180	- 76 568
Augmentation de capital		0	985
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 0	- 0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		- 1	- 1
Emission d'emprunts		0	55 000
Remboursement d'emprunts		- 3 277	- 219
Participation des salariés		- 1 175	145
Remboursements des obligations locatives		- 8 034	- 8 152
Intérêts versés sur emprunts ⁽¹⁾	11.6	- 5 813	- 972
Autres produits financiers reçus		1 530	718
Autres charges financières versées ⁽¹⁾		- 3 105	- 3 612
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	C	- 19 877	43 892
Variation de trésorerie hors effet devises	A + B + C	557	- 10 465
Incidence des variations de cours des devises		- 207	- 728
Variation de trésorerie		350	- 11 194
Trésorerie d'ouverture		49 574	46 606
Trésorerie de clôture	11	49 924	35 412

⁽¹⁾ un reclassement de poste à poste a été opéré sur la présentation des intérêts et charges financières par rapport au TFT publié au 30 juin 2024

En milliers d'euros	30.06.2024
Intérêts versés sur emprunts publiés	- 972
Reclassement	- 1 473
Intérêts versés sur emprunts reclassés	- 2 445
Autres charges financières versées publiées	- 3612
Reclassement	1 473
Autres charges financières versées reclassées	- 2 139

3.5 | Notes annexes aux états financiers consolidés

Note 1	Référentiel et généralités	53	Note 9	Titres mis en équivalence	69
1.1	Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés	53	9.1	Valeur des titres mis en équivalence	69
			9.2	Variation des titres mis en équivalence	69
Note 2	Indicateurs alternatifs de performance	54	Note 10	Immobilisations	70
2.1	Chiffre d'affaires publié et organique - Définition	54	10.1	Ecart d'acquisition	70
2.2	Autres produits et charges non courants et Autres éléments impactant l'exploitation - Définition	54	Note 11	Financement et instruments financiers	71
2.3	Résultat opérationnel courant et EBITDA courant - Définition	55	11.1	Endettement financier net	71
2.4	Résultat opérationnel ajusté et EBITDA ajusté - Définition	55	11.2	Trésorerie nette	71
2.5	Principaux éléments du compte de résultat, selon le découpage par Division	55	11.3	Tableau de variation des passifs issus des activités de financement	71
2.6	Cash-flow libre opérationnel - Définition	57	11.4	Echéancier de la dette financière IFRS 16	72
2.7	Endettement financier net - Définition	57	11.5	Tableau de variation de l'endettement net	72
Note 3	Faits marquants de la période	58	11.6	Résultat financier	72
Note 4	Contexte d'arrêté des comptes	58	11.7	Financement	73
Note 5	Périmètre de consolidation	59	Note 12	Gestion des risques	74
Note 6	Information sectorielle	60	12.1	Risque de taux	74
6.1	Information sectorielle 2025	60	12.2	Risque de liquidité	75
6.2	Information sectorielle 2024	61	12.3	Juste valeur des actifs et passifs financiers	75
Note 7	Données opérationnelles	63	Note 13	Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	76
7.1	Chiffre d'affaires	63	Note 14	Contrats de location	76
7.2	Autres produits et charges opérationnels non courants et éléments spécifiques impactant l'exploitation	65	14.1	Droits d'usage des contrats de location	76
7.3	Production immobilisée	66	14.2	Dettes de location	76
7.4	Créances clients	66	Note 15	Impôts	77
7.5	Autres créances	67	15.1	Ventilation de la charge d'impôt	77
7.6	Autres passifs	67	15.2	impôt différé	77
Note 8	Charges et avantages au personnel	68	Note 16	Capitaux propres et résultat par action	78
8.1	Frais de personnel	68	16.1	Capital	78
8.2	Effectifs	68	16.2	Résultat par action	78
8.3	Attribution d'actions gratuites	68	Note 17	Dividendes	78
			Note 18	Autres informations	78
			18.1	Saisonnalité	79
			18.2	Engagements hors bilan	79
			18.3	Litiges	79
			Note 19	Événements postérieurs au 30 juin 2025	80

(Notes non auditées)

Note 1 | Référentiel et généralités

Les comptes consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2025 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires condensés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 juin 2025 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2024.

Les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) appliquées dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2025 sont celles d'application obligatoire au sein de l'Union européenne à cette date. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements de normes ou interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2025.

Les états financiers consolidés condensés ont été revus par le Conseil d'Administration de Cegedim SA du 25 septembre 2025. Ils ont fait l'objet d'un examen par le Comité d'Audit du 24 septembre 2025.

1.1. Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les états financiers sont préparés principalement selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers autres que ceux évalués à leur juste valeur. Les actifs et passifs dans le cadre de regroupements d'entreprises sont également évalués à la juste valeur.

Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2025

Les principes et méthodes comptables appliqués pour les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2025 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2024, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

Les normes et amendements aux normes IFRS, applicables pour le premier semestre 2024, n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2025 :

- Amendements d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » : Absence de convertibilité.

Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2025

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2025 :

- Amendements d'IFRS 9 – Instruments financiers et d'IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir sur le classement et l'évaluation des instruments financiers ;
- Amendements d'IFRS 9 – Instruments financiers et d'IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir pour les Contrats d'électricité renouvelable ;
- Amendements d'IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et d'IAS 7 (Améliorations annuelles des IFRS) ;
- IFRS 18 – Présentation des états financiers et informations à fournir ;
- IFRS 19 – Information à fournir : Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public.

Note 2 | Indicateurs alternatifs de performance

Afin de suivre et d'analyser la performance financière du Groupe et celle de ses différentes activités, la direction du Groupe utilise des indicateurs alternatifs de performance, indicateurs financiers non définis dans les normes IFRS. Une réconciliation avec les agrégats des états financiers consolidés IFRS est présentée dans ce point.

2.1. Chiffre d'affaires publié et organique - Définition

Le chiffre d'affaires publié correspond au chiffre d'affaires réel du Groupe. Cegedim utilise, par ailleurs, la notion de **chiffre d'affaires organique**, elle consiste à :

- Neutraliser la part de chiffre d'affaires relative aux entités cédées en 2024 et au premier semestre 2025 ;
- Neutraliser la part de chiffre d'affaires relative aux entités acquises en 2024 et au premier semestre 2025 ;
- Recalculer l'ensemble du chiffre d'affaires 2024 aux taux de change 2025.

Ces retraitements permettent ainsi d'obtenir une **base comparable à taux et périmètre constants**, afin d'identifier la croissance dite « organique » du Groupe.

Chiffre d'affaires publié et organique - Tableau de réconciliation

En milliers d'euros		Logiciels & Services	Flux	Data & Marketing	BPO	Cloud & Support	Groupe
Chiffre d'affaires au 30 juin 2024	a	152 130	49 513	59 343	39 912	18 097	318 995
Impact des cessions		- 7 374	-	-	-	-	- 7 374
Chiffre d'affaires au 30 juin 2024 avant impact des cessions		144 756	49 513	59 343	39 912	18 097	311 621
Impact devise		149	39	- 7	0	- 0	181
Chiffre d'affaires au 30 juin 2024 au taux de change 2025	b	144 905	49 552	59 336	39 912	18 097	311 802
Chiffre d'affaires au 30 juin 2025 avant impact des acquisitions	c	142 684	53 371	63 374	43 156	18 158	320 742
Chiffre d'affaires des acquisitions		1 691	-	64	-	-	1 755
Chiffre d'affaires au 30 juin 2025		144 375	53 371	63 438	43 156	18 158	322 497
Croissance organique	[c-b]/a	- 1,5 %	7,7 %	6,8 %	8,1 %	0,3 %	2,8 %

2.2. Autres produits et charges non courants et Autres éléments impactant l'exploitation - Définition

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent d'événements ou d'opérations ponctuels et atypiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, en cohérence avec les dispositions du Nouveau Plan Comptable Général applicable aux comptes sociaux français, le Groupe répertorie uniquement les éléments majeurs et inhabituels ayant grevé l'exploitation, au sein des « **Autres produits et charges opérationnels non courants** ». L'événement est considéré comme majeur s'il est susceptible d'influencer le jugement ou les décisions que les utilisateurs des comptes pourraient prendre. L'événement est présumé inhabituel si un même événement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des exercices suivants. Les dépréciations des écarts d'acquisition propres aux comptes consolidés, répondent également à cette qualification et sont présentées au sein des « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Les autres éléments particulièrement significatifs de l'exercice, atypiques ou peu fréquents, qui figuraient avant 2025 au sein des « Autres produits et charges opérationnels non courants » n'apparaissent donc plus à la face du compte de résultat. Désignés comme « **Autres éléments impactant l'exploitation** » ils sont expliqués dans une note séparée. Il s'agit, par exemple, des honoraires de conseils engagés lors des opérations d'acquisition ou de cession d'entreprises, des ajustements consécutifs aux réorganisations internes qui s'ensuivent et des autres coûts de restructuration, ainsi que du dénouement de certaines opérations peu fréquentes susceptibles d'altérer la compréhension des comptes. Ils sont présentés nets des produits afférents.

Au total, l'ensemble des effets de nature à affecter la pertinence du suivi de la performance économique des entreprises du Groupe se trouve répertorié au sein des « **Eléments spécifiques** », cumulant les « **Autres produits et charges opérationnels non courants** » et les « **Autres éléments impactant l'exploitation** ».

Il convient d'ajuster les indicateurs de performance du Groupe du montant de tous ces « éléments spécifiques », afin de retrouver une mesure pertinente de la performance et de conserver une continuité dans les indicateurs utilisés historiquement dans la communication financière du Groupe.

2.3. Résultat opérationnel courant et EBITDA courant - Définition

Le Résultat opérationnel courant (ROC) est un agrégat intermédiaire défini comme la différence entre le résultat opérationnel et les « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Le ROC tel qu'il était calculé sur les années antérieures à 2025, était comparable à l'actuel Résultat opérationnel ajusté.

L'EBITDA courant est un agrégat intermédiaire défini comme le Résultat opérationnel courant (ROC) augmenté des dotations nettes aux amortissements.

L'EBITDA courant tel qu'il était calculé sur les années antérieures à 2025, était comparable à l'actuel EBITDA ajusté.

Résultat opérationnel courant et EBITDA courant - Tableau de réconciliation

En milliers d'euros		30.06.2025	30.06.2024
Résultat opérationnel	a	9 450	7 718
Produits et charges non courants	b	- 7 556	- 2 616
Dépréciation écarts d'acquisition	c	143	-
Autres produits et charges opérationnels non courants	d=b+c	- 7 413	- 2 616
Résultat opérationnel courant	e=a-d	16 863	10 334
Dotations aux amortissements	f	- 42 762	- 41 872
EBITDA Courant	j=e-f	59 625	52 207
Impact IFRS 16	k	10 090	10 044
EBITDA Courant hors IFRS 16	l=j-k	49 535	42 162

2.4. Résultat opérationnel ajusté et EBITDA ajusté - Définition

Le **Résultat opérationnel ajusté** est un agrégat intermédiaire défini comme la différence entre le résultat opérationnel et l'ensemble des éléments spécifiques nuisant à la mesure pertinente de la performance, c'est-à-dire les « Autres produits et charges opérationnels non courants » et les « Autres éléments impactant l'exploitation ».

L'**EBITDA ajusté** est un agrégat intermédiaire défini comme le Résultat opérationnel ajusté augmenté des dotations nettes aux amortissements.

Ces deux indicateurs sont utilisés à partir de 2025, afin de présenter la performance opérationnelle du Groupe de façon constante et stable dans le temps, selon le principe de continuité et de pertinence de l'information financière. Ils sont respectivement comparables au Résultat opérationnel courant et à l'EBITDA courant tels que présentés jusqu'en 2024.

Les agrégats « ajustés » peuvent servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente du Groupe. Ainsi Cegedim les utilise pour le suivi des performances opérationnelles du Groupe, comme soldes de gestion majeurs dans ses supports de communication financière.

Résultat opérationnel ajusté et EBITDA ajusté - Tableau de réconciliation

En milliers euros		30.06.2025	30.06.2024
Résultat opérationnel	a	9 450	7 718
Autres éléments impactant l'exploitation	b	- 1 577	-
Dépréciation écarts d'acquisition	c	143	-
Produits et charges non récurrents	d	- 7 556	- 2 616
Éléments spécifiques impactant l'exploitation	e=b+c+d	- 8 989	- 2 616
Résultat opérationnel ajusté des éléments spécifiques	f=a-e	18 439	10 334
Dotations aux amortissements	g	- 42 762	- 41 872
EBITDA ajusté	h=f-g	61 201	52 207
Impact IFRS 16	i	10 090	10 044
EBITDA ajusté hors IFRS 16	j=h-i	51 111	42 163

2.5. Principaux éléments du compte de résultat, selon le découpage par Division

Le découpage **sectoriel** conforme à IFRS 18 vise à présenter les activités du Groupe par grandes **typologies de clientèle**. C'est le découpage utilisé pour le reporting de gestion interne.

Ce découpage sectoriel est complété par un second découpage, en cinq **Divisions**, visant à présenter les activités en fonction des **typologies de métiers** exercés au sein du Groupe. Cette présentation par Division est celle actuellement privilégiée pour la communication financière du Groupe, afin de proposer un découpage permettant au lecteur des comptes de trouver plus aisément des sociétés comparables.

Le Groupe veille ainsi à adapter sa communication aux attentes exprimées par ses parties prenantes. Il est donc susceptible de continuer à faire évoluer, à l'avenir, le format de restitution de l'information communiquée et s'engage à ce que les indicateurs utilisés pour la communication financière soient clairement définis au sein des indicateurs alternatifs de performance, et rapprochés des comptes publiés.

S'agissant du format par Divisions :

La **Division Logiciels & Services** regroupe l'ensemble des offres logicielles du Groupe sous toutes leurs formes (licence, SaaS, services internet) ainsi que l'hébergement (agrément HDS) et l'infogérance. Cegedim cible notamment :

- l'assurance santé et prévoyance (France et Royaume-Uni),
- les directions des ressources humaines (France),
- les pharmacies indépendantes, groupements ou chaînes de pharmacies (France, Roumanie et Royaume-Uni),
- les médecins et centres de santé (France, Royaume-Uni, Belgique, Espagne, Italie, Chili),
- les professions paramédicales : kinésithérapeutes, infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, podologues, sages-femmes... (France).

La **Division Flux** regroupe les activités de gestion du tiers payant (France), de dématérialisation de processus "contract to pay" et des documents de gestion (commandes, factures...), d'archivage à valeur probante et d'EDI (France, Royaume-Uni, Allemagne). Pour cette activité Cegedim possède ses propres centres de services en France, Roumanie et Maroc.

La **Division Data & Marketing** regroupe les activités :

- données pour les autorités de santé, les professionnels de santé, les chercheurs, l'industrie de santé et ses partenaires en France, Italie, Allemagne, Espagne, Roumanie et Royaume-Uni ;
- communication en pharmacie et parapharmacie d'enseigne en France sous format print et digital ;
- marketing digital auprès des médecins.

La **Division BPO** regroupe les activités de Business Process Outsourcing (gestion déléguée) en France pour le compte des assureurs complémentaires santé (entre autre gestion des remboursements) et institutions de prévoyance, et des départements RH. Pour cette activité Cegedim possède ses propres centres de services en France et en Roumanie.

La **Division Cloud & Support** intervient essentiellement en support aux divisions ci-dessus, et propose également ses offres de Cloud souverain à tout type de clients.

Les principaux éléments du compte de résultat par Division sont présentés dans les tableaux suivants :

Découpage par Division au 30 juin 2025

En milliers d'euros		Logiciels & services	Flux	Data & Marketing	BPO	Cloud & Support	Groupe
Chiffre d'affaires	a	144 375	53 371	63 438	43 156	18 158	322 497
EBITDA ajusté	b	23 857	10 481	14 768	2 895	9 201	61 201
Marge EBITDA ajusté	b/a	16,5 %	19,6 %	23,3 %	6,7 %	50,7 %	19,0 %
Dotation aux amortissements R&D	c	- 17 094	- 3 988	- 1 093	- 561	- 1 059	- 23 795
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation	d	- 3 005	- 424	- 802	- 584	- 3 605	- 8 420
Dotation aux amortissements autres	e	- 1 827	- 379	- 3 634	- 236	- 4 471	- 10 546
Dotations aux amortissements	f=c+d+e	- 21 927	- 4 791	- 5 529	- 1 380	- 9 135	- 42 762
Résultat opérationnel ajusté	g=b+f	1 930	5 689	9 239	1 514	67	18 440
Marge Résultat opérationnel ajusté	g/a	1,3 %	10,7 %	14,6 %	3,5 %	0,4 %	5,7 %
Éléments spécifiques impactant l'exploitation	h	- 7 771	- 505	- 166	- 63	- 485	- 8 989
Résultat opérationnel	i=g+h	- 5 840	5 184	9 073	1 451	- 418	9 450
Marge Résultat opérationnel	i/a	- 4,0 %	9,7 %	14,3 %	3,4 %	- 2,3 %	2,9 %

Découpage par Division au 30 juin 2024

En milliers d'euros		Logiciels & services	Flux	Data & Marketing	BPO	Cloud & Support	Groupe
Chiffre d'affaires	a	152 130	49 513	59 343	39 912	18 097	318 995
EBITDA courant	b	20 823	10 049	10 218	3 189	7 928	52 207
Marge EBITDA courant	b/a	13,7 %	20,3 %	17,2 %	8,0 %	43,8 %	16,4 %
Dotation aux amortissements R&D	c	- 16 865	- 3 400	- 1 020	- 541	- 913	- 22 739
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation	d	- 3 288	- 333	- 530	- 497	- 4 084	- 8 733
Dotation aux amortissements autres	e	- 2 118	- 455	- 3 405	- 230	- 4 192	- 10 401
Dotations aux amortissements	f=c+d+e	- 22 271	- 4 189	- 4 955	- 1 268	- 9 188	- 41 872
Résultat opérationnel courant	g=b+f	- 1 449	5 860	5 263	1 921	- 1 261	10 334
Marge Résultat opérationnel courant	g/a	- 1,0 %	11,8 %	8,9 %	4,8 %	- 7,0 %	3,2 %
Autres produits et charges opérationnels non courants	h	- 2 163	- 120	- 57	- 171	- 106	- 2 616
Résultat opérationnel	i=g+h	- 3 611	5 740	5 206	1 750	- 1 366	7 718
Marge Résultat opérationnel	i/a	- 2,4 %	11,6 %	8,8 %	4,4 %	- 7,6 %	2,4 %

2.6. Cash-flow libre opérationnel - Définition

Le Groupe utilise également un agrégat intermédiaire pour le suivi de sa performance financière dénommé cash-flow libre opérationnel. Cet indicateur financier correspond aux flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles, diminué des investissements opérationnels nets (définis comme les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles).

Cash-flow libre opérationnel - Tableau de réconciliation

En milliers d'euros		30.06.2025	30.06.2024
Flux de trésorerie générés par l'activité après impôt versé et variation du besoin en en fonds de roulement	a	56 614	22 211
Acquisition d'immobilisations incorporelles	b	- 25 182	- 29 879
Acquisition d'immobilisations corporelles	c	- 12 459	- 15 935
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	d	340	553
Cash-flow libre opérationnel	e= a+b+c+d	19 314	- 23 050

2.7. Endettement financier net - Définition

L'endettement financier net est constitué de l'endettement financier brut incluant les intérêts courus non échus et le retraitement de la dette au coût amorti diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Endettement financier net - Tableau de réconciliation

En milliers d'euros		30.06.2025	31.12.2024	30.06.2024
Dettes financières non courantes	a	294 625	301 416	263 981
Dettes financières courantes	b	26 684	24 433	76 230
Total dette financière brute	c=a+b	321 309	325 849	340 212
Trésorerie et équivalent de trésorerie	d	49 924	49 577	35 414
Endettement financier net	e=c-d	271 386	276 272	304 797
Dettes IFRS 16 non courantes	f	75 674	77 639	76 267
Dettes IFRS 16 courantes	g	13 836	14 118	14 661
Endettement financier net hors dette IFRS 16	h=e-f-g	181 876	184 515	213 870

Note 3 | Faits marquants de la période

À l'exception des faits indiqués ci-dessous, il n'y a eu, au cours du premier semestre 2025 et à la connaissance de la société, aucun événement ou changement de nature à modifier de façon significative la situation financière du Groupe.

Validation par le SBTi de la trajectoire de décarbonation du Groupe

Les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Groupe Cegedim ont été officiellement validées le **12 juin 2025** par le SBTi (Science-Based Targets initiative). Cet organisme fait référence au niveau mondial en matière de vérification du bilan carbone et des plans d'action soutenant les trajectoires de décarbonation publiées par les entreprises, engagées dans des actions ambitieuses alignées avec l'Accord de Paris. Cegedim rejoint ainsi le cercle restreint des 8 000 sociétés ayant reçu cette validation. Cette étape majeure traduit l'engagement fort de ses dirigeants, et avec eux, de l'ensemble de l'organisation mise en place au sein des filiales, en faveur d'un développement durable des activités du Groupe.

Transformation de la facilité de crédit en Sustainability-linked Loan

Le Groupe a négocié avec l'ensemble des prêteurs de sa facilité de crédit, un avenant signé le **16 juin 2025**, introduisant des clauses de performance en rapport avec ses engagements ESG à horizon 2030, faisant de cette facilité un financement à impact durable (sustainability-linked loan). Le respect de la trajectoire annuelle de décarbonation validée par le SBTi sur les scopes 1&2 et sur le scope 3, ainsi que la progression de la mixité des organes de direction, permettra au Groupe de bénéficier d'allègements de marge sur ses taux d'intérêt pouvant atteindre 0,05 % sur les tranches bancaires et 0,10 % à 0,40 % sur les tranches non bancaires. A contrario, le non respect de ces engagements alourdirait d'autant les marges. La première application concernera les comptes 2026 sur la base des performances ESG 2025.

Note 4 | Contexte d'arrêt des comptes

Conditions macro-économiques

Les conditions macro-économiques peuvent accroître les incertitudes économiques et avoir des effets sur les états financiers. L'exposition du Groupe a été prise en considération lors de l'arrêt des comptes ainsi que dans les plans d'affaires, sur la base des estimations présentées ci-dessous, qui pourraient être imparfaites.

Le Groupe n'a pas d'activité **en Russie ou en Ukraine**. Le Groupe n'a pas non plus d'actifs exposés dans ces pays.

Le Groupe n'est quasiment pas exposé aux **droits de douanes**, que ce soit directement ou dans sa chaîne de valeur.

La **pression inflationniste** est susceptible de s'exercer sur les coûts salariaux (premier poste de coûts d'exploitation) de façon plus marquée que sur les prix de vente (dont la majorité est indexée sur l'indice Syntec qui reproduit avec retard les effets inflationnistes). En tout état de cause, le Groupe engage des négociations tarifaires avec ses clients à chaque fois que cela est possible et applique des hausses de prix, mesurées mais justifiées, qui peuvent dépasser l'indice Syntec dès lors que celui-ci n'est qu'un minima contractuel. Considérant les prévisions économiques de place, les derniers plans d'affaires arrêtés par le Conseil lors de la clôture des comptes annuels, ne prenaient pas en compte d'effet inflationniste significatif.

La **principale ressource énergétique** du Groupe est l'électricité. En France, le Groupe a bénéficié d'un contrat d'approvisionnement à prix fixe couvrant les années 2020- 2023, qui lui a permis d'être relativement peu impacté par les fortes tensions du marché à cette période. La négociation de nouvelles conditions tarifaires applicables sur la période 2024 - 2025 s'est traduite par une hausse très significative du coût de l'électricité en 2024. En revanche, le Groupe n'anticipe pas de nouvelle hausse sensible en 2025 en raison des réductions de consommations liées à ses plans d'optimisation énergétique des datacenters dans le cadre de l'ISO 50001, ce qui devrait permettre d'absorber, à coût contenu, une montée en puissance des datacenters les plus performants. Les conditions tarifaires 2026 ont été négociées pour un an et s'inscrivent dans la même démarche visant à contenir les coûts par des efforts de sobriété. **Le risque de pénurie** en matière de fourniture d'électricité est pris en considération dans les plans de sécurité et de reprise des sites de production. Le Groupe estime que ce risque est correctement jugulé.

La **volatilité des taux de change** a une incidence limitée sur les activités opérationnelles. Le Groupe Cegedim opère essentiellement en monnaie locale pour ses achats et ses ventes, dans les pays dans lesquels il intervient. On rappelle que les activités hors zone euro représentent 5,5 % du chiffre d'affaires consolidé au 1er semestre 2025.

La hausse des **taux d'intérêt** a eu un effet significatif sur le coût de l'endettement financier du Groupe qui est entièrement à taux variable depuis la renégociation complète de sa structure de financement le 31 juillet 2024. A compter d'octobre 2024 des couvertures de type swap à taux fixe ont été mises en place et portent sur les deux tiers des emprunts effectivement tirés au 30 juin 2025, permettant d'atténuer cette exposition. La hausse des taux d'intérêt est également susceptible d'impacter significativement les paramètres de taux d'actualisation utilisés par le Groupe pour le calcul des indemnités de départ à la retraite et pour la réalisation des tests d'impairment.

Durabilité et connectivité

Le **Rapport de Durabilité** 2024 de Cegedim expose le positionnement du Groupe sur les enjeux de durabilité et leur prise en compte dans la stratégie d'entreprise. Ces enjeux ne conduisent pas à modifier le **modèle d'affaires** du Groupe, qui travaille depuis plusieurs années à prendre en considération ces paramètres et dont les actions s'inscrivent dans la continuité.

Le Groupe est très attentif aux enjeux de durabilité et aux risques climatiques et en a tenu compte lors de l'élaboration des états financiers.

S'agissant de ses émissions de gaz à effet de serre, le Groupe a déposé une **trajectoire de décarbonation auprès du SBTi** au cours du premier semestre 2025, et met en œuvre un plan d'action visant à réduire ses émissions d'ici à 2030 en respectant l'ambition 1,5°C pour les scopes 1 & 2 et Way below 2 degrees pour le scope 3. Cet engagement va s'exécuter dans le futur et n'est pas constitutif d'obligations implicites à la clôture nécessitant la comptabilisation de **provisions**.

Le Groupe n'a pas identifié d'**actifs échoués**. Il n'a pas non plus identifié d'actifs dont les **durées d'amortissement** devraient être révisées du fait de sa politique en matière de durabilité ou en raison du changement climatique ou de technologies disruptives pouvant avoir un impact sur la valeur des actifs existants.

Les **plans d'affaires** du Groupe tiennent compte d'hypothèses opérationnelles clés propres à ses différentes UGT. Ces hypothèses ne sont pas spécifiquement impactées par la gestion des risques climatiques, notamment en matière d'investissements de nature capitalisable pour le maintien des infrastructures informatiques nécessaires aux activités, qui sont évalués de façon identique aux années précédentes.

Note 5 | Périmètre de consolidation

Tableau de variation de périmètre

Entreprises entrant dans le périmètre

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Méthode de conso. de l'exercice précédent	Observations
Docashop	100,00 %			IG	-	Création

Avec **Docashop** le Groupe se dote d'une entité dédiée à la vente et aux services liés aux matériels informatiques, destinés aux professionnels de santé. Docashop délivrera une expérience e-Commerce, garantissant des niveaux de prix optimisés, une traçabilité digitale complète et des contrats de services modulables, et disposera d'une force terrain adaptée.

Entreprises sortant du périmètre

Entreprises concernées	% de détention à la clôture	% de détention de l'exercice	% de détention exercice précédent	Méthode de conso. de l'exercice	Observations
Services Premium Santé	-	-	40,00 %	-	Dissolution

Rachat de minoritaires

Au cours du semestre, la société Gers a racheté 30 % des actions de la société **Clinityx**, en France, qui avait été intégrée dans le périmètre consolidé de Décembre 2024 pour 70 %. Au total, le Groupe Cegedim détient 100% de cette filiale au 30 juin 2025.

Note 6 | Information sectorielle

6.1. Information sectorielle 2025

Les activités du Groupe Cegedim sont réparties au sein de trois secteurs opérationnels. Cette ventilation par secteur correspond au reporting interne de gestion, utilisé pour le pilotage des activités opérationnelles par les équipes de direction.

Le secteur Assurance santé, RH et e-services est tourné vers une clientèle grands-comptes. Ce secteur :

- Regroupe l'ensemble des offres destinées aux assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance et intermédiaires d'assurance, sur la chaîne des échanges entre ces organismes et les professionnels de santé ;
- Il cible également des entreprises de tous secteurs, intéressées par des problématiques d'hébergement, d'externalisation (par exemple en RH et paie) d'échanges dématérialisés (Cegedim e-business) ou de traitement des données (GERS).

Le secteur Professionnels de santé est tourné vers les médecins, paramédicaux, pharmaciens et centres de soins. Ce secteur fournit des logiciels de gestion, bases de données et solutions répondant aux besoins de la pratique quotidienne de ces professionnels.

Le secteur Cloud & support intervient essentiellement en support aux deux précédents secteurs avec des offres de back office, de R&D et la mise à disposition d'une infrastructure complète d'hébergement souverain. Les offres Cloud s'adressent également à tout type de clients.

Éléments du compte de résultat au 30 juin 2025

En milliers d'euros		Assurance santé, RH, e- services	Professionnels de santé	Cloud & Support	Total 30.06.2025	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels							
A	Ventes HG	238 853	65 486	18 158	322 497	297 591	24 907
B	Ventes aux autres secteurs du Groupe	1 220	6 887	56 489	64 596	61 050	3 546
A+B	CA total secteur	240 073	72 373	74 647	387 094	358 641	28 453
Résultat sectoriel							
C	Résultat opérationnel courant	25 592	- 8 751	22	16 863		
D	EBITDA courant	47 491	2 977	9 157	59 625		
C/A	Marge opérationnelle courante	10,7 %	- 13,4 %	0,1 %	5,2 %		
D/A	Marge EBITDA courant	19,9 %	4,5 %	50,4 %	18,5 %		
	Dotations aux amortissements	21 899	11 728	9 135	42 762		

Répartition du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025

En milliers d'euros	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.06.2025
Répartition géographique	297 591	7 190	13 238	4 479	322 497
%	92,3 %	2,2 %	4,1 %	1,4 %	100,0 %

Eléments du bilan au 30 juin 2025

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e- services	Professionnels de santé	Cloud & Support	Total 30.06.2025	Total France	Total reste du monde
Actifs sectoriels						
Ecart d'acquisition (Note 10.1)	104 442	129 568	1 179	235 188	175 544	59 645
Immobilisations incorporelles	111 219	66 919	12 626	190 764	176 327	14 436
Immobilisations corporelles	56 047	17 342	71 982	145 371	133 897	11 474
Titres mis en équivalence (Note 9)	110	13 055	-	13 166	4 092	9 074
Total net	271 818	226 884	85 786	584 488	489 859	94 629
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)						
Ecart d'acquisition (Note 10.1)	-	440	-	440	440	-
Immobilisations incorporelles	16 516	7 833	832	25 182	23 941	1 241
Immobilisations corporelles	6 977	1 602	9 974	18 553	15 792	2 762
Titres mis en équivalence (Note 9)	-	-	-	-	-	-
Total brut	23 494	9 875	10 806	44 175	40 173	4 002
Passifs sectoriels⁽¹⁾						
Passifs non courants						
Engagements de retraite	24 253	8 289	2 177	34 719	34 719	-
Provisions non courantes	227	7 177	620	8 024	7 301	723
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	-	-	-	-	-
Passifs courants						
Dettes fournisseurs	39 778	10 241	6 353	56 372	46 679	9 693
Dettes d'impôt courants	-	-	384	384	-	384
Dettes fiscales et sociales	85 587	23 155	9 568	118 310	111 223	7 087
Provisions courantes	894	877	9	1 780	1 780	-
Autres passifs courants (Note 7.6)	129 846	28 682	549	159 076	150 618	8 459

⁽¹⁾ La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans la division Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel

6.2. Information sectorielle 2024

Eléments du compte de résultat au 30 juin 2024 publiés

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e- services	Professionnels de santé	Cloud & Support	Total 30.06.2024	Total France	Total Reste du monde
Produits sectoriels						
A Ventes HG	222 355	78 543	18 097	318 995	287 186	31 809
B Ventes aux autres secteurs du Groupe	578	8 276	54 510	63 365	58 944	4 420
A+B CA total secteur	222 934	86 819	72 607	382 360	346 131	36 229
Résultat sectoriel						
C Résultat opérationnel courant	20 798	- 9 204	- 1 261	10 334		
D EBITDA courant	41 208	3 071	7 928	52 207		
C/A Marge opérationnelle courante	9,4 %	- 11,7 %	- 7,0 %	3,2 %		
D/A Marge EBITDA courant	18,5 %	3,9 %	43,8 %	16,4 %		
Dotations aux amortissements	20 409	12 274	9 188	41 872		

Répartition du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2024

En milliers d'euros	France	Zone Euro hors France	Zone Livre Sterling	Reste du monde	30.06.2024
Répartition géographique	287 186	6 567	21 380	3 862	318 995
%	90,0 %	2,1 %	6,7 %	1,2 %	100,0 %

Eléments du bilan au 31 décembre 2024 publiés

En milliers d'euros	Assurance santé, RH, e-services	Professionnels de santé	Cloud & Support	Total 31.12.2024	Total France	Total reste du monde
Actifs sectoriels						
Ecart d'acquisition (Note 10.1)	102 406	130 285	3 057	235 748	174 971	60 777
Immobilisations incorporelles	109 122	68 778	13 511	191 412	175 844	15 568
Immobilisations corporelles	56 721	19 120	68 893	144 733	133 541	11 192
Titres mis en équivalence (Note 9)	168	15 186	-	15 353	4 207	11 146
Total net	268 416	233 369	85 461	587 246	488 562	98 684
Investissements de l'exercice (en valeurs brutes)						
Ecart d'acquisition (Note 10.1)	-	34 110	-	34 110	34 110	-
Immobilisations incorporelles	34 791	19 868	3 948	58 607	54 250	4 357
Immobilisations corporelles	15 626	4 603	24 780	45 008	40 321	4 687
Titres mis en équivalence (Note 9)	-	-	-	-	-	-
Total brut	50 417	58 581	28 728	137 725	128 681	9 044
Passifs sectoriels⁽¹⁾						
Passifs non courants						
Engagements de retraite	22 884	8 022	2 118	33 024	33 024	-
Provisions non courantes	165	1 238	670	2 073	1 300	773
Autres passifs non courants	-	-	-	-	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	-	-	-	-	-
Passifs courants						
Dettes fournisseurs	46 473	12 528	12 783	71 784	61 773	10 011
Dettes d'impôt courants	-	-	279	279	-	279
Dettes fiscales et sociales	93 643	25 188	9 458	128 289	120 026	8 263
Provisions courantes	781	721	-	1 502	1 502	-
Autres passifs courants (Note 7.6)	110 007	29 041	884	139 932	130 782	9 150

⁽¹⁾ La contribution de la société Cegedim SA dans les passifs reste affectée par défaut dans la division Assurance santé, RH & e-services, sans éclatement sectoriel

Note 7 | Données opérationnelles

7.1. Chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe Cegedim sont principalement constitués de :

- prestations de services délivrées sur les logiciels développés et hébergés par le Groupe ou se fondant sur les bases de données constituées par le Groupe et restant la propriété du Groupe,
- de ventes de logiciels sous forme de licences ponctuelles,
- ainsi que, dans une faible mesure, de ventes de matériel.

Ventilation du chiffre d'affaires par secteurs (en fonction de la clientèle)

Le chiffre d'affaires est ventilé selon deux typologies principales de clientèle, et une catégorie subsidiaire :

- Les services destinés aux entreprises du secteur de **l'Assurance santé, des Ressources Humaines et des e-services** (74 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025). Il s'agit d'une typologie de clientèle « grands comptes » : assureurs, mutuelles, institutions de prévoyance, avec des services couvrant la chaîne des échanges entre ces organismes et les professionnels de santé ; ainsi que d'entreprises de tout secteur (laboratoires pharmaceutiques, grands facturiers des secteurs de la distribution ou des services, industriels, etc.) pour leurs problématiques d'hébergement, d'externalisation de gestion (en RH, paie...), d'échanges dématérialisés ou de traitement de données.
- Les services destinés aux **Professionnels de santé** (20 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025). Ces services s'adressent directement aux professionnels de santé : médecins généralistes ou spécialistes, paramédicaux (tels que les kinésithérapeutes, infirmières, podologues, etc.) en exercice libéral en cabinet ou dans le cadre de maisons de soins pluridisciplinaires ou de centres de santé, ainsi qu'aux pharmaciens d'officines, ou pharmaciens agissant au sein de groupements. Il s'agit donc de structures unipersonnelles ou de taille moyenne. Ce secteur fournit des logiciels de gestion, bases de données et solutions répondant aux besoins de la pratique quotidienne de ces professionnels.
- Des services d'hébergement souverain, moins significatifs en valeur, sont également délivrés à partir des entités réalisant des activités de support pour le reste du Groupe (**Cloud & Support** : 6 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025).

Cette ventilation du chiffre d'affaires par secteurs d'activité correspond au reporting interne de gestion, utilisé pour le pilotage des activités opérationnelles par les équipes de direction du Groupe Cegedim. C'est sur cette ventilation que se fonde l'information sectorielle, conforme à IFRS 8 (cf. Note 5). Une vision géographique de l'information sectorielle est également communiquée en s'appuyant sur les devises de réalisation des opérations.

Ventilation du chiffre d'affaires par division (en fonction des métiers)

La ventilation sectorielle du chiffre d'affaires est complétée par un découpage du chiffre d'affaires par division, selon les principaux métiers exercés au sein du Groupe. Ce découpage vise à améliorer la compréhension des activités en mettant en évidence les différents métiers exercés pour lesquels le lecteur disposera plus aisément de comparables connus sur le marché.

- La **Division Logiciels & Services** (45 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025) regroupe l'ensemble des offres de logiciels du Groupe sous toutes leurs formes (licence, SaaS, services internet) ainsi que l'hébergement (agrément HDS) et l'infogérance. Cegedim cible notamment :
 - l'assurance santé et prévoyance (France et Royaume-Uni) ;
 - les directions des ressources humaines (France) ;
 - les pharmacies indépendantes, groupements ou chaînes de pharmacies (France, Roumanie et Royaume-Uni) ;
 - les médecins et centres de santé (France, Royaume-Uni, Belgique, Espagne, Italie, Chili) ;
 - les professions paramédicales : kinésithérapeutes, infirmiers, orthophonistes, orthoptistes, podologues, sages-femmes... (France).
- La **Division Flux** (16 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025) regroupe les activités de gestion du tiers payant santé (France), de dématérialisation des processus « contract to pay » et des documents de gestion (commandes, factures...), d'archivage à valeur probante et d'EDI (France, Royaume-Uni, Allemagne). Pour cette activité Cegedim possède ses propres centres de services en France, Roumanie et Maroc.
- La **Division Data & Marketing** (20 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025) regroupe les activités :
 - données pour les autorités de santé, les professionnels de santé, les chercheurs, l'industrie de santé et ses partenaires en France, Italie, Allemagne, Espagne, Roumanie et Royaume-Uni ;
 - communication en pharmacie et parapharmacie d'enseigne en France sous format print et digital ;
 - marketing digital auprès des médecins.
- La **Division BPO** (13 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025) regroupe les activités de Business Process Outsourcing (gestion déléguée) en France pour le compte des assureurs complémentaires santé (entre autre gestion des remboursements) et institutions de prévoyance, et des départements RH. Pour cette activité Cegedim possède ses propres centres de services en France et en Roumanie.
- La **Division Cloud & Support** (6 % du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2025) intervient essentiellement en support aux divisions ci-dessus, et propose également ses offres de Cloud souverain à tout type de clients.

C'est cette ventilation par division qui est privilégiée dans les communiqués de presse et les présentations financières. Une réconciliation avec les secteurs d'activité au sens d'IFRS 8 est présentée au sein des indicateurs alternatifs de performance (cf. Note 2).

Information sur les prestations

Les prestations réalisées dans le secteur « **Assurance santé, RH et e-services** » sont principalement composées des obligations de performance suivantes :

- les **prestations de consulting et d'ingénierie technique** visant à conseiller les clients et à les accompagner dans la conduite et la réalisation des changements devant intervenir dans leurs organisations et leurs environnements techniques ; ces prestations s'exercent généralement sur plusieurs semaines ou mois et constituent des obligations distinctes à part entière.
- les **prestations récurrentes** liées à l'utilisation des logiciels, plateformes de flux ou d'échanges de données hébergées par le Groupe et accessibles par les clients en mode SaaS, ou exploitées pour le compte des clients en « gestion déléguée » (BPO) ; ces prestations font l'objet d'une facturation généralement mensuelle, à mesure de la délivrance des services.
- Plus rarement, des prestations ponctuelles délivrées « à un moment précis » (voir exemples ci-dessous).

Les prestations réalisées dans le secteur « **Professionnels de santé** » sont principalement composées des obligations de performance suivantes :

- les **ventes de logiciels** dans le cadre d'une **offre packagée** incluant la maintenance et l'assistance, donnant lieu à un **abonnement** (facture annuelle lissée) ; il s'agit du cas général toutes professions médicales confondues et pharmacies.
- les services d'accès aux **logiciels en mode SaaS** (facture mensuelle) ; concerne les applications hébergées par Cegedim, comme le logiciel de cabinet médical MLM ou Mailia gestion, ou l'offre de télémédecine.
- dans de rares cas, les ventes de logiciels sont faites sous forme de **licences ponctuelles** d'une part, et de **contrats de maintenance et d'assistance annuelle** d'autre part (chez certains paramédicaux).
- les **abonnements** aux bases de données (base de médicaments Claude Bernard accessible sur les postes de travail des professionnels de santé) et autres services récurrents (sauvegardes...).
- les ventes de **matériel** (postes de travail, imprimantes, cashguard...).
- les **prestations d'installation** (à la journée) ou d'ingénierie technique ne dépassant généralement pas quelques jours ou semaines dans les structures regroupant plusieurs professionnels.

Les prestations réalisées dans la division « **Cloud & support** », vendues aux clients externes, sont de même nature que celles délivrées dans le secteur « Assurance santé, RH et e-services ». Il s'agit de prestations de consulting et d'ingénierie technique (temps homme dédiés au client), ainsi que de prestations récurrentes d'hébergement sur le cloud souverain du Groupe.

Récurrence des revenus délivrés en mode SaaS

Les logiciels vendus en mode SaaS concernent la quasi-totalité de ceux commercialisés par le Groupe. On distingue deux catégories de ventes « as a service » :

- tous les **logiciels hébergés** sur les serveurs du Groupe, qui sont par nature accessibles sous forme d'un service (concerne les clients grands comptes et une grande partie des professionnels de santé) ;
- ainsi que la plupart des logiciels installés sur les postes des clients, pour lesquels le client paye un **abonnement mensuel** sur la durée du contrat (concerne la majorité des professionnels de santé), permettant de considérer que la prestation s'exerce en continu.

La vente en mode SaaS est une **prestation unique** qui recouvre à minima la licence, la maintenance et l'assistance ainsi que les autres services prévus au contrat et délivrés simultanément et en continu (typiquement l'hébergement, mais aussi selon le souhait du client, toute autre fonctionnalité disponible dans la version hébergée dont on ouvre les accès, ou choisie au sein de la palette possible d'abonnements).

La vente en mode SaaS s'assimile à la **délivrance d'un service en continu, sur la durée du contrat**, et a donc un caractère **récurrent**.

Information sur la reconnaissance du revenu

Le rythme de reconnaissance du chiffre d'affaires dans le Groupe est majoritairement « **à l'avancement** ». L'avancement est le reflet des services effectivement consommés dont on peut suivre les métriques (flux de données transmises ou traitées) ou des temps passés pour délivrer le service (jours homme par rapport à la durée totale du projet). Il concerne :

- les projets d'ingénierie technique et de consulting ;
- les abonnements aux bases de données du Groupe ;
- l'accès aux prestations et logiciels vendus en mode SaaS ;
- les services de traitement de flux et d'informations dématérialisées ;
- les services d'assistance et de maintenance sur les solutions du Groupe ;
- les activités de « gestion déléguée » (BPO).

Le chiffre d'affaires reconnu « **à un moment précis** » concerne notamment :

- la délivrance d'études ponctuelles ou ad'hoc, reconnue à la livraison ;
- les ventes de logiciels sous forme de licences ponctuelles, reconnues à la livraison ;
- les ventes de matériel et leur installation, reconnues à l'issue de l'installation, généralement concomitante à la livraison ;
- les formations et autres interventions ponctuelles, reconnues à l'issue de la prestation.

Il n'a pas été relevé de différences significatives entre le traitement comptable de reconnaissance du revenu dans les comptes sociaux et le traitement requis par la norme IFRS 15. Il convient également de noter que les activités du Groupe ne relèvent pas de problématiques « agent-principal » susceptibles d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés.

Information sur les actifs et passifs de contrats

Les actifs de contrats traduisent le droit de Cegedim à obtenir une contrepartie en échange de prestations pour lesquelles le transfert de contrôle a été réalisé ou est en cours. Ils concernent notamment les cas où le chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement sans droit immédiat à facturation (lorsque la facturation se fait à l'achèvement ou au jalon). Ces actifs figurent au sein des créances clients.

Les passifs de contrats traduisent l'obligation pour Cegedim de réaliser des prestations pour lesquelles le client a déjà versé une contrepartie. Ils incluent les avances et acomptes reçus, ainsi que les produits constatés d'avance, notamment au titre des services d'assistance et de maintenance facturés d'avance, pour lesquels la période d'exécution des prestations s'étend au-delà de la date d'arrêt des comptes. Ces montants figurent dans les autres passifs.

Les actifs et passifs de contrats ont vocation à se dénouer sur un horizon inférieur à 12 mois, dans la majorité des cas.

Les actifs et passifs de contrats qui sont nés et ont été dénoués au cours du même exercice n'ont pas été inventoriés.

En milliers d'euros	31.12.2024	recyclés	nouveaux	30.06.2025
Actifs de contrats	33 927	- 21 580	32 904	45 251
Passifs de contrats	42 615	- 29 362	37 713	50 965

Principes comptables et jugements clés

La reconnaissance des revenus est réalisée sur la base de l'analyse des contrats engageant le Groupe avec ses clients, en déclinant les cinq étapes prévues par la norme IFRS 15 :

- Identification du contrat client ;
- Identification des obligations de performance distinctes ;
- Détermination du prix de la transaction ;
- Allocation du prix global à chaque obligation de performance ;
- Comptabilisation du revenu lorsque chaque obligation de performance est satisfaite.

Compte-tenu de la nature des prestations réalisées par le Groupe et de la formulation généralement explicite des contrats, cette analyse est essentiellement factuelle et ne nécessite pas de faire appel au jugement ou à des estimations.

7.2. Autres produits et charges opérationnels non courants et éléments spécifiques impactant l'exploitation

Chaque poste non courant ou spécifique est présenté net des effets positifs qui s'y rattachent : reprises de provisions, gains non courants, indemnités reçues. Ils s'analysent en fonction des éléments suivants :

En milliers d'euros		30.06.2025	30.06.2024
Résultat opérationnel	a	9 450	7 718
Affectations d'écarts d'acquisition	b	143	-
Frais de restructuration majeurs et inhabituels	c	-7 473	-921
Honoraires sur opérations non courantes	d	-83	-106
Réorganisations à caractère spécifique	e	-	-1 589
Autres produits et charges non courants	f=b+c+d+e	-7 413	-2 616
Résultat opérationnel courant	g=a-f	16 863	10 334
Réorganisations à caractère spécifique	h	-1 576	-
Résultat Opérationnel ajusté	i=g-h	18 439	10 334

Les **frais de restructuration majeurs et inhabituels** concernent, pour la première fois dans l'histoire du Groupe, la mise en oeuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, initié dans l'activité officinale en France au premier semestre 2025. Ils comportent les frais de départ d'une centaine de membres du personnel, provisions et honoraires inclus, en cohérence avec le plan approuvé par la DRIEETS, permettant de concevoir le nouveau socle de cette activité. Au premier semestre 2024, le Groupe annonçait son désengagement inédit de trois des quatre marchés publics qu'elle adressait historiquement avec son activité logiciels médecins au Royaume-Uni, et restructurait en conséquence sa filiale INPS.

Les **opérations non courantes** concernent des pénalités, contentieux ou litiges au long cours, significatifs, suivis par le siège du Groupe car sortant de la temporalité et du cadre normal des affaires (décrits dans la section litige ou apparaissant, le cas échéant, dans les faits marquants). En dehors des phases de dénouement financier, cette rubrique comporte les honoraires de conseil assistant la Société sur ces opérations.

Les **réorganisations à caractère spécifique** concernent les coûts relatifs aux acquisitions de nouvelles participations (notamment le Groupe Visiodent en 2024) ainsi que les opérations (induites par ces acquisitions ou isolées), visant à simplifier les organisations internes d'un point de vue opérationnel ou juridique, pour la mise en place de nouvelles synergies. Elles recouvrent essentiellement des honoraires de conseils et les coûts, significatifs et ponctuels, de changements dans la gouvernance des activités (départs de cadres dirigeants). A compter de l'exercice 2025, elles sont suivies en dehors du résultat opérationnel courant et ont conduit à la création d'indicateurs alternatifs de performance dits "ajustés" afin de présenter la performance opérationnelle du Groupe de façon constante et stable dans le temps (cf. Note 2.).

7.3. Production immobilisée

La production immobilisée a été reclassée en diminution des frais de personnel et charges externes comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
Frais de personnel	19 988	22 502
Charges externes	4 997	5 625
Production immobilisée	24 985	28 127

7.4. Créances clients

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. Ainsi, les clients en redressement ou liquidation judiciaire sont systématiquement dépréciés à 100 % et les créances échues de plus de six mois sont suivies au cas par cas et, éventuellement, dépréciées à hauteur du risque estimé de non recouvrement.

Le Groupe applique la nouvelle méthodologie de dépréciation préconisée par IFRS 9 depuis le 1^{er} janvier 2018, à savoir la comptabilisation des pertes attendues dès l'origine sur l'ensemble des créances. Compte tenu du profil des clients du Groupe, les impacts de cette nouvelle norme sont non significatifs.

La part des échus dans le total des créances clients en valeur brute s'élève à 38,3 millions d'euros au 30 juin 2025.

En milliers d'euros	Clients courants		Clients non courants		Total clients	
	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024
Sociétés françaises	178 493	184 441	-	-	178 493	184 441
Sociétés étrangères	11 738	12 548	-	-	11 738	12 548
Total valeurs brutes	190 231	196 989	-	-	190 231	196 989
Provisions	9 916	10 985	-	-	9 916	10 985
Total valeurs nettes	180 315	186 003	-	-	180 315	186 003

Balance âgée

En milliers d'euros	Total créances clients non échues	Total créances clients échues	Créances < à 1 mois	Créances de 1 à 2 mois	Créances de 2 à 3 mois	Créances de 3 à 4 mois	Créances > à 4 mois
Sociétés françaises	92 219	34 061	8 233	6 126	3 202	1 740	14 761
Sociétés étrangères	14 470	4 229	1 349	453	185	546	1 697
Total (valeurs brutes)	106 690	38 291	9 581	6 579	3 388	2 285	16 457
Provisions							9 916
Total (valeurs nettes)			9 581	6 579	3 388	2 285	6 542

7.5. Autres créances

En milliers d'euros	Débiteurs sociaux		Débiteurs fiscaux		Autres créances ⁽¹⁾		Total autres créances	
	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024
Créances courantes								
Sociétés françaises	746	988	10 175	10 823	56 690	52 702	67 611	64 513
Sociétés étrangères	347	346	2 685	2 847	221	152	3 253	3 346
Total valeurs brutes	1 093	1 334	12 860	13 670	56 911	52 854	70 864	67 859
Provisions	-	-	-	-	- 913	- 913	- 913	- 913
Total créances courantes (valeurs nettes)	1 093	1 334	12 860	13 670	55 998	51 941	69 951	66 945
Créances non courantes								
Sociétés françaises	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-
Total valeurs brutes	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total créances non courantes (valeurs nettes)	-	-	-	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Les « Autres créances » incluent les sommes gérées pour le compte des mutuelles et assureurs dans le cadre des contrats de gestion déléguée conclus avec le Groupe pour un montant de 55 M€ au 30 juin 2025 et 51 M€ au 31 décembre 2024.

7.6. Autres passifs

En milliers d'euros	Courants		Non courants		Total	
	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024	30.06.2025	31.12.2024
Avances et acomptes reçus	530	544	-	-	530	544
Clients – Avoir à établir	-	0	-	-	-	0
Charges à payer	-	0	-	-	-	0
Créditeurs divers ⁽¹⁾	108 436	97 939	-	-	108 436	97 939
Autres dettes	108 967	97 939	-	-	108 967	97 939
Dettes sur acquisitions actifs	195	2	-	-	195	2
Dividendes à payer	66	0	-	-	66	0
Produits constatés d'avance	49 848	41 446	-	-	49 848	41 446
Total autres passifs	159 076	139 932	-	-	159 076	139 932

⁽¹⁾ Le poste « Créditeurs divers » inclut les sommes gérées pour le compte des mutuelles et assureurs dans le cadre des contrats de gestion déléguée conclus avec le Groupe pour un montant de 104 M€ au 30 juin 2025 et 91 M€ au 31 décembre 2024.

Note 8 | Charges et avantages au personnel

8.1. Frais de personnel

En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
Coût du personnel	- 174 199	- 171 235
Participation et intéressement	- 4 202	- 2 547
Actions gratuites	451	503
Provisions pour litige salariés	21	39
Frais de personnel	- 177 929	- 173 240

8.2. Effectifs

En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
France	4 168	4 250
International	2 437	2 519
Total effectif	6 605	6 769

8.3. Attribution d'actions gratuites

Le conseil d'administration du 30 janvier 2025 a été autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 juin 2023 à attribuer gratuitement un nombre total d'actions ne dépassant pas 10 % du nombre total d'actions composant le capital aux dirigeants et salariés du Groupe Cegedim.

Les principales caractéristiques des plans en cours d'application sont résumées dans le tableau suivant et sont décrites plus précisément dans les derniers états financiers annuels publiés.

En application de la norme IFRS 2, la charge mesurant « l'avantage » offert aux salariés est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Principales caractéristiques des plans :

	Plan du 26/01/2023	Plan du 25/01/2024	Plan du 30/01/2025
Date de l'Assemblée Générale	17/06/2021	16/06/2023	16/06/2023
Date du Conseil d'administration	26/01/2023 et 19/09/2023	25/01/2024	30/01/2025
Date d'ouverture du plan	26/01/2023	25/01/2024	30/01/2025
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	47 970 actions	59 244 actions	63 024 actions
Prix initial de souscription	18,76 €	18,20 €	11,55 €
Date de libre disposition des actions gratuites France	26/01/2025	25/01/2026	30/01/2027
Date de libre disposition des actions gratuites Etranger	26/01/2026	25/01/2027	30/01/2028

Situation des plans au 30 juin 2025 :

	Plan du 26/01/2023	Plan du 25/01/2024	Plan du 30/01/2025
Nombre total d'actions attribuées	3 126 actions	46 850 actions	51 470 actions
Nombre total d'actions restant à acquérir	0	0	0
Prix d'acquisition ajusté des attributions d'actions gratuites			
France	18,21 €	18,25 €	11,21 €
Etranger	15,95 €	15,98 €	9,82 €

Note 9 | Titres mis en équivalence

9.1. Valeur des titres mis en équivalence

Entité	% intérêt 30.06.2025	Résultat 30.06.2025	QP résultat 30.06.2025	Situation nette 30.06.2025	QP situation nette total 30.06.2025	Ecart d'acquisition	Dépréciation n écarts d'acquisition	Provision risque	Sortie de périmètre	Valeur nette des titres MEE au 30.06.2025
Edipharm	20,00 %	342	68	426	85					85
Isiakle	50,00 %	-	-	50	25					25
Pharmazon	28,57 %	- 202	- 58	2 345	670	3 312				3 981
Millennium	49,22 %	1 789	881	12 628	6 215	2 859				9 074
QP des sociétés MEE contribuant au résultat opérationnel		1 929	891	15 449	6 996	6 170	0	0	0	13 166
Clamae Group	40,81 %	- 350	- 143	- 4 032	- 1 646	1 503	143			0
Infodisk	34,00 %	0	0	- 437	- 149			149		-
Total 30.06.2025		1 578	748	10 980	5 201	7 673	143	149	0	13 166

9.2. Variation des titres mis en équivalence

La variation des titres mis en équivalence s'analyse comme suit

En milliers d'euros

Titres mis en équivalence au 01.01.2025	15 353
Distribution dividendes	- 3 079
Quote-part résultat au 30.06.2025	748
Dépréciation écarts d'acquisition	143
Total	13 166

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence contribue au résultat opérationnel par secteur selon la répartition suivante :

- Secteur Assurance santé, RH et e-services : Edipharm et Isiakle ;
- Secteur Professionnels de santé : Pharmazon et Millennium.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence contribue au résultat opérationnel par division selon la répartition suivante :

- Division Logiciels & Services : Edipharm et Isiakle ;
- Division Flux : Pharmazon et Millennium.

Note 10 | Immobilisations

10.1. Ecart d'acquisition

Au 30 juin 2025, les écarts d'acquisition en valeur nette s'élèvent à 235,2 M€ contre 235,7 M€ au 31 décembre 2024. La diminution de 0,5 M€ résulte principalement de la variation des écarts de conversion, du rachat de minoritaires et d'un ajustement de l'écart d'acquisition de Visident (éditeur de logiciels pour les cabinets dentaires, dentistes libéraux et maisons de santé) dans le délai de douze mois.

Le Groupe procède à l'affectation des écarts d'acquisition à des éléments d'actifs identifiables relatifs aux opérations d'acquisition dans un délai de 12 mois, en s'assurant de disposer du recul nécessaire pour les évaluations. En pratique, les affectations interviennent donc vers la fin du délai impart.

Le Groupe a acquis Visident en février 2024. Lors de la clôture du 31 décembre 2024, les actifs et passifs identifiables de cette acquisition ont été comptabilisés de manière provisoire, conformément aux dispositions d'IFRS 3 (Regroupements d'entreprises). Au cours du semestre, de nouvelles informations ont conduit à ajuster à la baisse certains actifs, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'écart d'acquisition de 133 milliers d'euros. Cette analyse n'a pas conduit, par ailleurs, à identifier d'autres actifs auxquels affecter l'écart d'acquisition résiduel.

Groupe d'UGT	31.12.2024 publié	Reclassement	Impôt différé	Périmètre	Ecart de conversion	30.06.2025
Assurance santé, RH, e-services	102 406	3 057 ⁽¹⁾		440	-281	105 621
Professionnels de santé	130 285	133 ⁽²⁾			-851	129 568
Cloud & Support	3 057	-3 057 ⁽¹⁾				0
Total écarts d'acquisition	235 748	133	0	440	-1 132	235 188

⁽¹⁾ A la clôture 2024 le Groupe a procédé au reclassement dans l'UGT Cloud & Support de certaines filiales dont les évolutions métiers entraînent en synergie avec les offres cloud. L'écart d'acquisition de 3 M€ historiquement attaché à deux entités avait mécaniquement suivi, ce qui n'avait pas lieu d'être et fait donc l'objet d'un reclassement inverse. En effet, les métiers historiques de ces entités restent exercés dans l'UGT Assurance santé, RH et e-service ce qui suppose de laisser l'écart d'acquisition à tester en regard des flux concernés.

⁽²⁾ Ajustement de l'écart d'acquisition de Visident

Tests d'impairment

La norme IAS 36 paragraphe 90 indique que les groupes d'UGT (unités génératrices de trésorerie) dans lesquelles un écart d'acquisition a été alloué doivent être testées au minimum sur une base annuelle et à chaque fois qu'il y a un indice de perte de valeur, susceptible d'engendrer une dépréciation. Cette dépréciation est définie comme la différence entre la valeur recouvrable du groupe d'UGT et sa valeur comptable. La valeur recouvrable est définie par la norme IAS 36.18 comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, diminuée des coûts de sortie, et la valeur d'utilité de l'actif (somme des flux actualisés attendus par la société pour cet actif). La valeur recouvrable retenue est la valeur d'utilité des actifs testés.

Les tests d'impairment visent à s'assurer que la valeur nette comptable des actifs nécessaires à l'exploitation affectés à chacun des deux groupes d'UGT (y compris les écarts d'acquisition) n'est pas supérieure à la valeur recouvrable.

Absence d'indice de perte de valeur au 30 juin 2025

Le Groupe Cegedim a enregistré des cash flows d'exploitation en progression satisfaisante sur le semestre et conforme à ses plans d'affaires annuels dans les deux groupes d'UGT. Les métiers de l'Assurance santé, RH et e-services affichent une dynamique toujours solide depuis plusieurs semestres consécutifs. Ceux s'adressant aux Professionnels de santé sont sur la trajectoire attendue. Il convient notamment de souligner, pour ces derniers, que le Groupe a engagé les actions nécessaires au redressement des marges sur deux activités qui pesaient historiquement sur les performances, en se désengageant des logiciels médecins au Royaume-Uni (la filiale INPS a été déconsolidée le 20 décembre 2024) et en engageant un plan social dans ses activités de logiciels pharmaciens en France mi 2025, lui permettant de se structurer adéquatement pour délivrer les nouveaux services destinés à sa clientèle officinale.

Le Groupe considère par conséquent que les orientations stratégiques retranscrites dans ses derniers plans d'affaires sont bien en cours d'exécution et qu'il n'existe, à ce stade, pas d'indice de perte de valeur susceptible de nécessiter une révision significative pour ses deux groupes d'UGT. Les tests d'impairment seront donc remis à jour lors des travaux de clôture annuelle, au cours du second semestre.

Note 11 | Financement et instruments financiers

11.1. Endettement financier net

En milliers d'euros	30.06.2025			31.12.2024		
	Financiers	Divers ⁽¹⁾	Total	Financiers	Divers ⁽¹⁾	Total
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 5 ans)	194 157	0	194 157	190 551	0	190 551
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	17 767	7 027	24 794	25 378	7 848	33 226
Dettes financières hors IFRS 16 non courantes	211 924	7 027	218 951	215 928	7 848	223 777
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	11 210	1 638	12 849	8 384	1 931	10 315
Concours bancaires courants	0	0	0	0	0	0
Dettes financières hors IFRS 16 courantes	11 210	1 638	12 849	8 385	1 931	10 315
Total dettes financières hors IFRS 16	223 135	8 665	231 800	224 313	9 779	234 092
Trésorerie active	49 924	0	49 924	49 577	0	49 577
Endettement Financier Net hors IFRS 16	173 211	8 665	181 876	174 736	9 779	184 515
Dettes IFRS 16 non courante	75 674	0	75 674	77 639	0	77 639
Dettes IFRS 16 courante	13 836	0	13 836	14 118	0	14 118
Endettement Financier Net	262 720	8 665	271 386	266 493	9 779	276 272

⁽¹⁾ Le poste divers comprend principalement la participation d'un montant de 6 529 milliers d'euros au 30 juin 2025 et 7 359 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

11.2. Trésorerie nette

En milliers d'euros	30.06.2025	31.12.2024
Concours bancaire courants	-	-
Trésorerie active	49 924	49 577
Trésorerie nette	49 924	49 577

11.3. Tableau de variation des passifs issus des activités de financement

En milliers d'euros	31.12.2024	Rembours sements	Nouveaux emprunts	Flux de trésorerie Autres	Flux non monétaires	Variation de périmètre	reclassements	30.06.2025
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 5 ans)	190 551				2 224		1 383	194 157
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme (> 1 an, < 5 ans)	25 378	-15			3		-7 599	17 767
Dettes financières hors IFRS 16 non courantes	215 928	-15	0	0	2 227	0	-6 216	211 924
Emprunts et dettes financières à court terme (< 1 an)	8 384	-3 262			-128		6 216	11 210
Concours bancaires courants	0							0
Dettes financières hors IFRS 16 courantes	8 384	-3 262	0	0	-128	0	6 216	11 210
Total dettes financières	224 313	-3 277	0	0	2 099	0	0	223 135

11.4. Échéancier de la dette financière IFRS 16

En milliers d'euros	Dettes de location courantes		Dettes de location non courantes		
	<1 an	Total	>1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes IFRS 16	13 836	13 836	48 003	27 671	75 674
Total	13 836	13 836	48 003	27 671	75 674

La dette financière IFRS 16 s'élève à 90 millions d'euros au 30 juin 2025.

11.5. Tableau de variation de l'endettement net

En milliers d'euros		30.06.2025	31.12.2024
Endettement net en début d'exercice	A	276 272	238 497
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		- 57 652	- 110 714
Impôt versé		- 1 343	16 216
Variation du besoin en fonds de roulement		2 381	- 7 350
Flux net de trésorerie générée par l'activité		- 56 614	- 101 848
Variation liée aux opérations d'investissement		35 705	80 109
Incidence des variations de périmètre		475	36 878
Dividendes		1	- 5 558
Augmentation du capital en numéraire		0	- 985
Incidence des variations de cours des devises		207	672
Intérêts versés sur emprunts		5 813	8 880
Autres produits et charges financiers versés ou reçus et charges d'intérêts sur obligations locatives		1 575	4 758
IFRS 16		5 786	15 491
Autres variations		2 166	- 1 359
Variation nette totale de l'exercice	B	- 4 886	37 038
Impact des sociétés entrantes	C	0	737
Endettement net en fin d'exercice	A+B+C	271 386	276 272

11.6. Résultat financier

En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
Produits ou équivalent de trésorerie	1 163	326
Intérêts versés sur emprunts, prêt d'actionnaire, agios et commissions bancaires	- 5 813	- 2 445
Intérêts courus sur emprunts et prêt d'actionnaire	- 1 490	- 2 363
Intérêts sur dettes financières	- 7 304	- 3 335
Autres intérêts et charges financières	- 502	- 429
Charges d'intérêts sur obligations locatives	- 2 272	- 1 884
Coût de l'endettement financier brut	- 10 078	- 7 121
Ecart de change nets	- 213	391
Valorisation instruments financiers	1 273	-
Divers produits et charges financiers	- 380	1 421
Autres produits et charges financiers	680	1 813
Résultat financier	- 8 234	- 4 983

11.7. Financement

Les financements du Groupe sont quasi exclusivement portés par Cegedim SA. Leur structure est la suivante :

Prêt d'actionnaire subordonné (prêt FCB)

Depuis mai 2007, Cegedim a contracté un prêt auprès de son principal actionnaire FCB, (le prêt FCB). Dans le cadre du refinancement des dettes du Groupe **en date du 31 juillet 2024**, le prêt FCB qui s'élevait à **45,1 millions d'euros**, a été amendé afin de le subordonner au nouveau crédit syndiqué et à la nouvelle facilité de crédit revolving (RCF). Sa durée a été prolongée de telle sorte que son échéance soit postérieure de 3 mois à la tranche C du crédit syndiqué, ou juste postérieure à la date d'un remboursement anticipé intégral du crédit. Il porte intérêt à des conditions identiques à la tranche C du crédit syndiqué mais n'est pas amortissable et **les intérêts courus sont capitalisés** tous les 6 mois et payables in fine avec le capital.

Crédit syndiqué

Le 31 juillet 2024 Cegedim a mis en place une nouvelle structure de financement sous la forme d'un **crédit syndiqué** d'un montant total de **230 millions d'euros**, venue refinancer l'intégralité de l'endettement existant du Groupe (RCF de 65 millions d'euros et EURO PP de 135 millions d'euros, arrivant respectivement à maturité en octobre 2024 et octobre 2025).

Cette nouvelle structure de financement comprend :

- un **crédit syndiqué de 180 millions d'euros** structuré de la manière suivante :
 - une tranche A de 30 millions d'euros de maturité 5 ans amortissable à raison de 3 millions d'euros par semestre, (dont 27 millions d'euros restent dus au 30 juin 2025) ;
 - une tranche B de 60 millions d'euros de maturité 6 ans amortissable in fine ;
 - une tranche C de 90 millions d'euros de maturité 7 ans amortissable in fine.
- ainsi qu'une **facilité de crédit revolving (RCF) de 50,0 millions d'euros**, non tirée au closing (également non tirée au 30 juin 2025), de maturité 5 ans, avec l'option de la prolonger d'une année supplémentaire, permettant de sécuriser des financements additionnels pour le Groupe.

Ce nouveau crédit syndiqué, à l'instar des précédents financements, est régi par les clauses standards d'engagement et de défaut habituellement incluses dans ce type de contrat et soumis aux **covenants** des ratios financiers : le Groupe doit veiller à ce que son **ratio de levier soit inférieur à 2,50** et son **ratio de couverture des intérêts soit supérieur à 4,50**.

Au 30 juin 2025, Cegedim respecte l'ensemble de ses covenants.

Dans le cadre de cette opération, le Groupe a procédé au **nantissement** les titres de ses filiales Cegedim Media, Cegedim Activ, GERS et partiellement de cegedim.cloud. Le Groupe s'est interdit de céder, sans l'autorisation des prêteurs, les titres qu'il détient dans Cegedim Santé, Resip et Cetip.

Le Groupe a négocié avec l'ensemble des prêteurs de sa facilité de crédit, un **avenant signé le 16 juin 2025**, introduisant des clauses de performance en rapport avec ses engagements ESG à horizon 2030, faisant de cette facilité un **financement à impact durable (sustainability-linked loan)**. Le respect de la trajectoire annuelle de décarbonation validée par le SBTi sur les scopes 1&2 et sur le scope 3, ainsi que la progression de la mixité des organes de direction, permettra au Groupe de bénéficier d'allègements de marge sur ses taux d'intérêt pouvant atteindre 0,05 % sur les tranches bancaires et 0,10 % à 0,40 % sur les tranches non bancaires. A contrario, le non respect de ces engagements alourdirait d'autant les marges. La première application concernera les comptes 2026 sur la base des performances ESG 2025.

La charge d'intérêts versés et courus (emprunt et prêt d'actionnaire) s'élève à 7,3 millions d'euros au 30 juin 2025.

Synthèse des financements

Au 30 juin 2025, les financements en place dont dispose le Groupe se composent de la façon suivante :

En milliers d'euros	Montant autorisé 30/06/2025	Utilisation au 30/06/2025	Devise	Taux contractuel	Date d'émission	Date d'échéance	Type de facilité
Tranche A	27 000	27 000	EUR	Euribor 3 mois + marge 2,25 %	31/07/2024	31/07/2029	Amortissable
Tranche B	60 000	60 000	EUR	Euribor 3 mois + marge 3,50 %	31/07/2024	31/07/2030	In fine
Tranche C	90 000	90 000	EUR	Euribor 3 mois + marge 4,50 %	31/07/2024	31/07/2031	In fine
Prêt subordonné (prêt FCB)	48 210	48 210	EUR	Euribor 3 mois + marge 4,50 %	31/07/2024	31/10/2031	In fine
Facilité de crédit revolver (RCF)	50 000	0	EUR	Euribor 1 mois + marge 1,85 %	31/07/2024	31/07/2029 avec possibilité prolonger 1 an	
Facilité de découvert	27 500	0	EUR			N/A	
Total	302 710	225 210					

Taux et Couvertures de taux

L'ensemble des dettes du Groupe a initialement été négocié à taux variable, fondé sur l'Euribor 3 mois plus une marge.

Le Groupe a mis en place des opérations de swap taux fixe contre taux variable avec plusieurs banques de son pool bancaire, démarrant le 31 octobre 2024 afin de couvrir les tranches non amortissables du crédit, soit un notionnel couvert de 150 millions d'euros. La tranche A du crédit syndiqué, le RCF (non tiré) et le prêt FCB, également à taux variables, ne font pas l'objet de couvertures de taux, ce qui représente un total non couvert de 75,2 millions d'euros au 30 juin 2025.

Le risque traité est celui portant sur le taux d'intérêt sans risque c'est-à-dire sur l'Euribor 3 mois hors marge de crédit.

S'agissant d'instruments dérivés fermes, il n'y a pas eu de coût à la mise en place (aucune écriture, la juste valeur étant nulle).

Notionnel couvert en milliers d'euros	Taux fixe	date de départ	date de fin	durée
25 000	2,30 %	31/10/2024	31/07/2029	4 ans et 9 mois
20 000	2,28 %	31/10/2024	31/10/2029	5 ans
30 000	2,25 %	31/10/2024	31/10/2029	5 ans
20 000	2,21 %	31/10/2024	31/10/2029	5 ans
35 000	2,12 %	31/10/2024	31/10/2029	5 ans
20 000	2,16 %	31/10/2024	31/10/2029	5 ans
150 000	2,21 % en moyenne			

Note 12 | Gestion des risques**12.1. Risque de taux**

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt du fait de ses emprunts à taux variable. Afin de limiter ce risque, il a souscrit des swaps de taux d'intérêt, pour un nominal de 150 millions d'euros, convertissant une partie significative de ses dettes à taux variable en taux fixe.

La dette du Groupe est donc partiellement sécurisée à taux fixe, limitant l'impact des variations de taux de marché. Le Groupe a fait le choix raisonné d'avoir une partie des prêts à un taux d'intérêt variable afin de profiter de la baisse probable des taux d'intérêt. Cette position pourrait être revue dans le futur en cas de nécessité

Le montant des emprunts restant exposés au risque de taux au 30 juin 2025 s'élève à :

- 27 millions d'euros (correspondant à la tranche A amortissable sur les 177 millions d'euros du crédit syndiqué auprès de prêteurs externes) ;
- et 48,2 millions d'euros (correspondant au prêt FCB subordonné) ;
- La facilité de crédit revolver négociée par le Groupe à hauteur de 50 millions d'euros est également à taux variable, mais n'est pas utilisée à la clôture.

Analyse de sensibilité aux taux d'intérêt (IFRS 7.33 & IFRS 7.40)

Au 30 juin 2025, l'exposition nette résiduelle au risque de taux variable s'élève à 75,2 millions d'euros.

Conformément à IFRS 7.33 et IFRS 7.40, une variation raisonnablement des taux d'intérêts de +/- 50 points de base aurait eu les impacts suivants sur le résultat et les capitaux propres :

En milliers d'euros	Impact sur le résultat avant impôt	Impact sur les capitaux propres
+ 50 pb	0,2 millions d'euros	+ 2,1 millions d'euros
- 50 pb	- 0,2 millions d'euros	- 3,8 millions d'euros

12.2. Risque de liquidité

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les flux de trésorerie contractuels (hors dette IFRS 16) prévisionnels, non actualisés, sont présentés dans la Note 11.7 du Document d'Enregistrement Universel 2024. À titre d'information complémentaire, le tableau ci-dessous présente les flux prévisionnels, non actualisés, des loyers faisant l'objet du retraitement en dette IFRS 16.

Analyse par échéance des flux de loyers contractuels

En milliers d'euros	Montants non actualisés
< 1 an	18 197
> 1 an < 5 ans	58 873
> 5 ans	29 587
Total	106 657

12.3. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Les méthodes de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers selon IFRS 9 sont les suivantes :

En milliers d'euros	Méthode de comptabilisation			Juste valeur		
	Coût amorti ou Valeur comptable	Juste valeur par résultat	Juste valeur des instruments de couverture	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Prêts	14 556			-	-	-
Autres immobilisations financières	9 064			-	-	-
Créances clients	69 951			-	-	-
Trésorerie	49 924			-	-	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS (IFRS 9)	143 495	0	0	0	0	0
Dettes financières non courantes	218 951			-	-	-
Instruments financiers non courants			814	-	814	-
Instruments financiers courants			7	-	7	-
Dettes fournisseurs	56 372			-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS (IFRS 9)	275 323	0	820	0	820	0

Approximation par la valeur comptable et valorisation au coût amorti

Conformément à IFRS 7.29, le Groupe ne présente pas la juste valeur de tous ses actifs et passifs financiers par catégorie, dans la mesure où leur valeur comptable constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur à la date de clôture.

C'est notamment le cas des instruments financiers à court terme tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, la trésorerie et ses équivalents, ainsi que des passifs locatifs évalués conformément à la norme IFRS 16. Les prêts sont également présentés en valeur comptable, très proche de la juste valeur, car ils ont été accordés à des conditions de marché récentes ou révisées, avec des taux d'intérêt proches des taux observables à la clôture et leurs échéances sont à court ou moyen terme, ce qui réduit la sensibilité aux variations de taux.

La part à plus d'un an des dettes financières à long terme (Dettes financières non courantes) est comptabilisée au coût amorti en s'appuyant sur les travaux confiés à un prestataire externe.

Valorisation en juste valeur des instruments financiers de couverture (swaps)

Les swaps mis en œuvre par le Groupe s'assimilent à la couverture de flux futurs de trésorerie ou « cash flow hedge ». Le traitement comptable des variations de juste valeur des instruments de couverture s'appuie sur la mesure de l'efficacité, conformément à IFRS 9 paragraphe 6.5.11 b et c.

La valorisation en juste valeur à la date de clôture consiste à déterminer une « valeur de retournement », c'est-à-dire le montant qu'il faudrait verser ou percevoir pour annuler l'engagement contractuel, en privilégiant des données observables (données de marché de niveau 1 ou 2 au sens d'IFRS 13). Les travaux de valorisation sont confiés à un prestataire externe.

Cette juste valeur ne peut faire l'objet de compensation : pour chacun des swaps en place, si la juste valeur est positive, elle est inscrite à l'actif du bilan, si elle est négative, elle est inscrite au passif du bilan (0,8 millions d'euros au 30 juin 2025), en contrepartie :

- pour la part « efficace », du compte de capitaux propres OCI (0,8 millions d'euros avant impôt au 30 juin 2025) ;
- pour la partie « inefficace », du résultat (toutes les couvertures sont efficaces au 30 juin 2025).

Note 13 | Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité

Variation du Besoin en Fonds de Roulement liée à l'activité		
En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
Stocks	934	- 534
Clients et acomptes versés	5 446	- 2 616
Créances sociales et fiscales	1 025	1 302
Avances sur activités BPO	9 089	1 027
Autres	- 1 836	- 3 519
Incidence de la var. clients et autres débiteurs	14 658	- 4 340
Fournisseurs et avances reçues	13 705	6 114
Dettes sociales et fiscales	9 858	8 349
Autres	- 6 524	- 5 597
Incidence de la var. fournisseurs et autres créditeurs	17 039	8 866
Net	- 2 381	- 13 206

Note 14 | Contrats de location

En application des mesures de simplification prévues par la norme IFRS 16, certains contrats de location n'ont pas été retraités et n'ont pas fait l'objet d'un droit d'utilisation et d'une dette de location. Il s'agit des contrats dont le loyer est variable, dont la durée est inférieure à 12 mois ou dont l'actif loué a une faible valeur. Les charges de loyers correspondantes s'élèvent à 0,3 M€ au 30 juin 2025 et sont maintenues en charges externes.

L'évolution des droits d'utilisation et des dettes de location a été la suivante sur le 1^{er} semestre 2025 :

14.1. Droits d'usage des contrats de location			
En milliers d'euros	Biens immobiliers	Biens mobiliers	Total
Valeur brute			
Au 31.12.2024	157 177	4 084	161 261
Au 30.06.2025	160 170	5 880	166 051
Amortissements			
Au 31.12.2024	- 72 408	- 2 580	- 74 988
Au 30.06.2025	- 80 550	- 2 028	- 82 578
Valeur nette			
Au 31.12.2024	84 769	1 505	86 273
Au 30.06.2025	79 620	3 852	83 472

14.2. Dettes de location

Au 30 juin 2025, les dettes relatives aux contrats de location s'élèvent à 89 510 milliers d'euros, dont 75 674 au titre de la part à plus d'un an et 13 836 milliers d'euros au titre de la part à moins d'un an. La variation de la dette enregistrée se décompose comme suit :

En milliers d'euros	
Dettes au 31.12.2024	91 757
Nouveaux contrats	5 899
Entrée de périmètre	0
Sortie de périmètre	- 29
Remboursements des obligations locatives	- 8 034
Autres	- 83
Dettes au 30.06.2025	89 510

L'échéancier des Dettes de location IFRS 16 est présenté en Note 11.4 traitant de l'endettement financier.

Les flux prévisionnels, non actualisés, des loyers contractuels faisant l'objet du retraitement en Dette IFRS 16 sont présentés en Note 12.2 traitant du risque de liquidité.

Note 15 | Impôts

15.1. Ventilation de la charge d'impôt

La charge d'impôt comptabilisée en résultat s'élève à 956 milliers d'euros au 30 juin 2025 contre 2 878 milliers d'euros en juin 2024. La ventilation s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30.06.2025	30.06.2024
Impôt exigible		
France	283	- 844
Etranger	- 482	- 382
Total impôt exigible	- 198	- 1 226
Impôts différés		
France	- 564	- 1 527
Etranger	- 193	- 125
Total impôts différés	- 757	- 1 652
Charge totale d'impôts comptabilisée en résultat	- 956	- 2 878

15.2. impôt différé

Actifs et passifs d'impôts différés

Analyse par catégories de différence temporelle de la position nette d'impôts différés comptabilisée au bilan (avant compensation par entités fiscales des actifs et passifs d'impôts différés).

En milliers d'euros	31.12.2024	Reclassement et correction à nouveau	Résultat	Variation de périmètre	Autres variation KP	Variation taux de change	30.06.2025
Reports déficitaires	4 142						4 142
Engagement de retraite	7 922		408				8 330
Provisions non déductibles	3 826		- 987				2 839
Mise à juste valeur des instruments financiers	-				210		210
IFRIC	- 515	515					-
Contrats de location	1 213		155				1 368
Annulation plus-value interne	154		- 3				151
Retraitement marge R&D	2 159		93				2 253
Autres	113	61	- 171				3
Total impôts différés actifs	19 014	576	- 504	0	210	0	19 296
Ecart de conversion	-		- 42			42	-
Mise à juste valeur des instruments financiers	-	- 154	- 329				- 482
IFRIC	-	- 515	294				- 221
Activation R&D	- 1 903		- 123				- 2 026
Retraitement dotation sur marge R&D	- 1 085		- 139				- 1 223
Actifs incorporels	- 747		157				- 590
Autres	- 336	93	- 73				- 316
Total impôts différés passifs	- 4 071	- 576	- 253	0	0	42	- 4 858
Impôt différés nets	14 943	0	- 757	0	210	42	14 438

Les impôts différés activés au titre des reports fiscaux déficitaires s'élèvent à 4,1 M€. Leur recouvrement a été estimé sur un horizon moyen de 4 années au sein du périmètre des sociétés françaises intégrées, inchangé depuis la précédente clôture.

La variation des impôts différés constatés au bilan consolidé après compensation par entité fiscale des actifs et passifs d'impôts différés, se vérifie de la manière suivante :

En milliers d'euros	Actifs	Passifs	Net
Au 31 décembre 2024	16 597	- 1 654	14 943
Impact résultat de la période	- 504	- 253	- 757
Impact capitaux propres	210	42	252
Impact de présentation nette par entité fiscale	- 865	865	0
Reclassement	576	- 576	0
Au 30 juin 2025	16 014	- 1 576	14 438

La compensation des impôts différés est faite au niveau de chaque entité fiscale individuelle française ou étrangère et au sein de chaque groupe d'intégration fiscale.

A la clôture, le Groupe dispose de déficits fiscaux reportables non activés s'élevant :

- pour les sociétés françaises : à un montant de 7,4 M€ en base, pouvant donner lieu à un impôt différé actif potentiel de 1.839 milliers d'euros (taux d'imposition 25 %) ;
- pour les sociétés internationales : à un montant de 53,9 M€ en base, pouvant donner lieu à un impôt différé actif potentiel de 13 346 milliers d'euros (taux d'imposition entre 12,5 % et 25 %).

Note 16 | Capitaux propres et résultat par action

16.1. Capital

Au 30 juin 2025, le capital est constitué de 14 097 155 actions (dont 328 693 actions d'auto contrôle) d'un nominal de 0,9528 euro soit un capital total de 13 431 769,27 euros. Au 31 décembre 2024, le capital était constitué de 14 097 155 actions (dont 382 971 actions d'auto contrôle) d'un nominal de 0,9528 euro soit un capital total de 13 431 769,27 euros.

16.2. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre d'actions composant le capital hors titres d'autocontrôle.

Le nombre d'actions doit être le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période (soit 13 741 571 actions au 30 juin 2025 et 13 695 317 actions au 30 juin 2024).

Le résultat net par action s'élève à 0,1 euro au titre du premier semestre 2025.

	30/06/2025	30/06/2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	14 097 155	14 097 155
Moins nombre moyen d'actions propres détenues	- 355 584	- 401 838
Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action	13 741 571	13 695 317
	30/06/2025	30/06/2024
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	1 182	630
Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action	13 741 571	13 695 317
Résultat par action (en euros)	0,1	0,0

Note 17 | Dividendes

Aucun dividende n'a été versé au titre de l'exercice 2025, conformément à la décision prise lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 2025.

Note 18 | Autres informations

18.1. Saisonnalité

Les activités du Groupe sont marquées par certains effets de saisonnalité du fait, entre autre, de son activité d'éditeur de logiciel.

La proportion de chiffre d'affaires générée au second semestre est généralement légèrement supérieure à celle générée au premier semestre.

La proportion d'EBITDA courant⁽¹⁾ générée au second semestre est généralement largement supérieure à celle générée au premier semestre.

Ceci est largement dû à la nature saisonnière des processus de décision de clients de Cegedim, et à l'existence de coûts fixes dans certains métiers du Groupe.

En particulier, certains clients investissent dans les offres du Groupe sur le dernier quadrimestre de l'année afin de tirer pleinement parti de leurs budgets annuels, ou d'adhérer à des bases de données avec une profondeur historique annuelle, ou encore pour réaliser la mise en oeuvre de projets d'intégration et de conduite du changement leur permettant d'être pleinement opérationnels pour le 1er janvier suivant.

⁽¹⁾ Voir la Note 2 des Notes des annexes aux états financiers consolidés sur les indicateurs alternatifs de performance et Note 6 « Information sectorielle ».

18.2. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan existants au 31 décembre 2024 ont évolué de manière non significative au cours du premier semestre 2025.

18.3. Litiges

Litige avec la société Euris

Cegedim a reçu conjointement avec IQVIA (ex IMS Health) en février 2017 une assignation de la société Euris pour pratiques anticoncurrentielles. Cegedim a demandé à ce que le tribunal acte que Cegedim devait être mise hors de cause. Le tribunal de commerce de Paris a fait droit à la demande de Cegedim par un jugement favorable du 17 décembre 2018. IQVIA a interjeté appel de la décision. La Cour d'Appel a confirmé le jugement favorable à Cegedim en date du 8 décembre 2021. Le dossier a fait l'objet d'un pourvoi en Cassation, à l'issue duquel la Cour de Cassation, par un jugement en date du 20 mars 2024, a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel qui avait mis hors de cause Cegedim. L'affaire a donc été renvoyée devant la Cour d'Appel de Paris autrement composée. Dans un jugement du 26 mars 2025, la Cour d'Appel a décidé de remettre la Société Cegedim dans la cause. La procédure concernant Cegedim n'avait jusqu'à présent pas porté sur le fond du litige, mais sur le fait de savoir quelles parties pouvaient être poursuivies. Cegedim va désormais entrer dans l'examen approfondi du dossier en rentrant dans la procédure dont elle avait été écartée depuis 2018. En parallèle, Cegedim a assigné à toutes fins utiles IQVIA en garantie. Compte tenu de ce qui précède, aucune provision n'a été constatée à la clôture.

Fiscalité

Cegedim SA a fait l'objet de deux vérifications de comptabilité depuis 2018, ayant donné lieu à des redressements portant sur l'utilisation de déficits fiscaux contestés par l'administration fiscale. Cegedim SA, en concertation avec ses avocats, estime que les redressements sont infondés au regard des dispositions fiscales applicables et de la jurisprudence. La Société a donc mis en oeuvre et continue de mettre en oeuvre les différentes voies de contestation possibles.

Conformément au déroulé de la procédure, Cegedim SA a déjà procédé au paiement des sommes redressées pour un total de 23 millions d'euros portant sur les déficits utilisés jusqu'en 2022. La contrepartie de ces versements ne figure pas en charge d'impôts et n'a jamais impacté le compte de résultat : elle est inscrite en créance fiscale au bilan, la restitution de ces sommes étant attendue à l'issue du contentieux en cas de dénouement favorable.

La Société continue par ailleurs à activer l'économie d'impôt dont elle estime encore pouvoir bénéficier au titre du reliquat de déficits contestés, pour un montant de (A) 4,1 millions d'euros d'impôts différés à l'actif du bilan consolidé au 30 juin 2025 (inchangé depuis la précédente clôture).

Depuis 2025, la Société recourt au régime fiscal de l'IPBox, préférentiellement à l'utilisation de ses déficits reportables. Ce régime permet de taxer à un taux réduit de 10 % les résultats imputables aux revenus de licences issus des logiciels développés par le Groupe. De ce fait, le cumul des impôts économisés grâce aux déficits utilisés jusqu'au 30 juin 2025 s'élève désormais à (B) 27,2 millions d'euros, dont (C) 23 millions d'euros ont été redressés et payés.

Au dernier trimestre 2023, la Société a saisi le tribunal administratif de ce contentieux, qui est par conséquent susceptible de s'étendre encore sur plusieurs années. Le risque maximal de devoir constater en charges les montants d'impôts cités plus haut s'élève à (A+B) 31,3 millions d'euros au 30 juin 2025. Le risque maximal de décaissement de trésorerie s'élève à (B-C) 4,1 millions d'euros au 30 juin 2025. Le régime IP Box, nouvellement mis en oeuvre par la Société, est par ailleurs susceptible de générer de futures rétrocessions d'impôts, non reflétées dans les comptes, si l'administration confirme la recevabilité de son application rétrospective sur les années non prescrites.

Note 19 | Événements postérieurs au 30 juin 2025

Plan de sauvegarde de l'emploi pour l'activité officinale

Le Groupe a décidé de mettre en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi qui entraînera la suppression d'une centaine de postes dans son activité de logiciels de gestion des officines de pharmacie en France. En repensant son organisation et en la dimensionnant en cohérence avec l'évolution du marché et les besoins de son parc installé, la société ambitionne de retrouver des niveaux de performance garantissant une solidité souhaitable pour son personnel et les meilleures innovations pour ses clients.

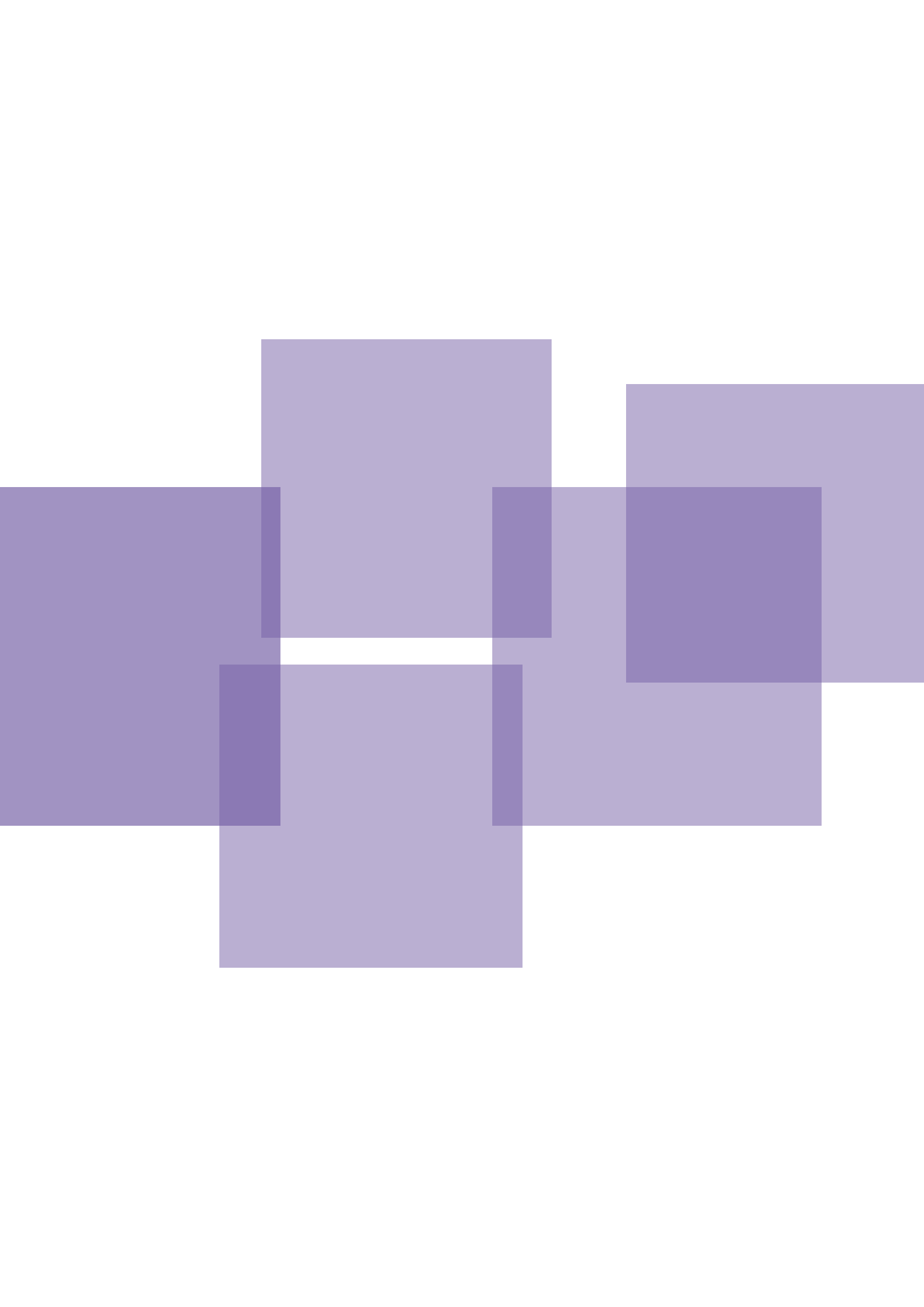
Le Groupe a reçu, **postérieurement à la clôture**, l'homologation par la DRIETS (Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) de l'accord collectif majoritaire négocié au cours du second trimestre 2025 avec les instances représentatives du personnel, et en a provisionné l'impact estimé dans ses comptes semestriels 2025 (cf. autres produits en charges non courants ci-dessus).

Transfert de cotation des titres du Groupe sur le marché Euronext Growth

Le transfert de la cotation des actions CEGEDIM SA du marché réglementé Euronext Paris (compartiment B) vers Euronext Growth Paris a eu lieu le **4 septembre 2025** suite à l'approbation de la demande d'admission sur le marché Euronext Growth Paris par le Comité des admissions d'Euronext le 29 août 2025. Les motifs et conséquences de ce transfert sont décrits dans le communiqué du 13 juin 2025.

Cession du fonds de commerce d'INPS

Le fonds de commerce d'INPS a été cédé en **août 2025** à l'entreprise OneAdvanced, fournisseur de services informatiques au Royaume-Uni par décision de l'administrateur judiciaire chargé de la conduite des affaires depuis le 10 décembre 2024. Suite à cette première étape, les opérations de liquidation de la filiale vont pouvoir débuter. Ces événements ne porteront leurs effets sur les comptes du Groupe qu'à l'issue de la radiation définitive d'INPS, qui devrait intervenir dans le courant du premier semestre 2026 et pourraient, le cas échéant, se solder par un boni de liquidation pour le Groupe.



Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/

2025

Ce présent document a été imprimé sur du papier 100 % FSC recyclé. Cette mesure concrète s'inscrit dans le cadre du programme de Développement Durable du Groupe Cegedim.

Conception & réalisation par la Direction de la Communication Financière de Cegedim.



www.cegedim.fr/finance



Société anonyme au capital de 13 431 769,27 € | 137 rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt
R.C.S Nanterre : 350 422 622 - Code NAF : 6311 Z | Téléphone : + 33 (0)1 49 09 22 00 | Email : investor.relations@cegedim.com